

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Novembre 1977

sommaire

Grève à Dubigeon.....p.2  
Scandinavie : la crise.....p.3  
Algérie : chômage.....p.3  
Israël, Japon :  
Le renforcement des blocs.....p.4  
URSS : la nouvelle Constitution...p.5  
Roumanie : lutte de classe.....p.5  
Le PIC et l'autonomie ouvrière...p.8

mensuel n°43  
2ff 20FB/1,5FS/5OCTS CAN.

## ESPAGNE : L'UNION NATIONALE DES MASSACREURS

En pleine orgie démocratique, partis de gouvernement et partis d'opposition, sans palabres inutiles, sont tombés d'accord pour imposer une austérité de fer à la classe ouvrière en Espagne. Tout le monde, des ex-collaborateurs les plus proches de l'ancienne dictature franquiste aux "héros" du camp républicain, s'organise pour renforcer une mise au pas, qui va de la création d'une unité de police spéciale au perfectionnement de l'écoute téléphonique et de l'espionnage du courrier.

Pendant près de quarante ans, la droite phalangiste a fait soigneusement, en solo, son métier de gardienne de l'ordre. Temps qui se sont envolés sur les ailes rapides de la crise. Place à la Démocratie -et peu importe qu'elle soit matinée de monarchisme- pour tirer encore bien du sang et des larmes aux travailleurs.

Jamais crise sociale n'avait conduit à opérer si rapidement le changement de décor. Il y a deux ans à peine, l'Espagne était désignée à l'opprobre universel comme pays le plus "fasciste" au monde après le Chili. Aujourd'hui, avec la cession d'un statut d'autonomie pour la Catalogne et pour l'Euskadi ; avec des Cortès ressuscités d'entre les Parlements croupions, elle devient le modèle d'une démocratie pluraliste et populaire, "adaptée aux exigences de notre époque" pour parler comme les chantes de l'Eurocommunisme.

Ah! que la France, Le Portugal et même l'Italie doivent la lui envier cette harmonie, cette union nationale pour planifier le brigandage de la classe ouvrière des villes et des campagnes.

Il y a six mois, le PCE était encore illégal et passait toujours pour le pestiféré de la guerre civile. Aujourd'hui à la Moncloa, il signe des deux mains le pacte de salut national -qui prévoit écrasement des salaires et licenciements à tour de bras- présenté par Suarez. Sur les bancs des Cortès, il se distingue comme le plus efficace partenaire de SM J.Carlos 1er, tout en jouant les saintes nitouches de l'abstention.

Il y a huit mois, Carrillo qui conduit maintenant la délégation parlementaire espagnole au Conseil de l'Europe, était encore en prison. Aujourd'hui, reçu en audience privée par le chef du gouvernement, il est devenu l'alter-ego des hommes forts du régime.

Les Commissions Ouvrières, la centrale syndicale UGT ont annoncé qu'elles approuvaient, avec les réserves d'usage, l'accord intervenu le 9 octobre pour sauver l'Espagne. Ce sont les staliniens et leurs Commissions Ouvrières, ce sont les socialistes et leur UGT qui abusent le plus cruellement, le plus couramment la classe ouvrière espagnole. Ceux de la droite, tels Iribarne et Sotelo ne la trompent plus. Mais par leur verbe redondant, les Carrillo, les Gonzalès la retiennent solidement prisonnière dans les mailles "démocratiques" du capital.

Du PC et du PSOE sortiront toujours les assassins de militants révolutionnaires, les préfets de police, les sergents recruteurs pour la politique de sauvetage du capitalisme et de la guerre impérialiste. C'est ça le PC et le PSOE! Maintenant comme en 36!

Il n'y a pas d'autre issue pour le prolétariat d'Espagne que le refus de se saigner pour la patrie et la démocratie. Que d'engager plus à fond la lutte contre les représentants du capital. A lui d'arrêter le travail et de descendre dans la rue, à lui de s'affronter avec l'appareil d'Etat. De cette capacité dépend que la crise sociale en Espagne devienne l'étouffoir de la lutte de classes ou la base d'une plus rapide marche en avant du prolétariat.

FRANCE

## De l'expulsion des immigrés au 'travillons français' du P.C.F COMMENT BRISER L'UNITE DU PROLETARIAT

• Face à un chômage qui, malgré toutes les déclarations officielles ne fait que s'accroître, la bourgeoisie française embourbée dans la crise a trouvé en la personne des travailleurs "immigrés" son bouc émissaire et un palliatif illusoire à un problème que nulle thérapeutique bourgeoise, indépendamment de la boucherie impérialiste, n'est en mesure de résoudre.

C'est aujourd'hui 2 millions de travailleurs étrangers qui sont menacés par les récentes mesures proposées par le gouvernement français ; le fait que celles-ci soient déclarées non conformes à la constitution et invalidées par le Conseil Constitutionnel n'est ou n'est pas de clerc qui ne fait que reculer un problème qui se reposera de toute façon.

Ces mesures sont :  
- l'interdiction de l'immigration familiale et l'arrêt de la délivrance de cartes de travail, signifient pour ces travailleurs des conditions de vie encore plus inhumaines, une exclusion de fait du travail au noir, une pression encore plus forte sur les salaires ;  
- la soi-disant "aide au retour", une escroquerie pure et simple, puisque le fameux million ne s'obtient que par le renoncement à toutes les prestations sociales (sécurité sociale, allocations familiales, retraite, etc.) qui sont une part du salaire réel.

Toutes ces mesures montrent, s'il en était encore besoin que derrière toutes les prétentions humanitaires d'un Stoléru, actuel secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, qui lançait naguère

une grande campagne publicitaire "pour la revalorisation du travail manuel" (sic), c'est la réalité toujours plus inhumaine du capital en crise qui se cache.

Le gouvernement français, en proposant cette série de mesures scélérates touchant les travailleurs immigrés, a suivi le chemin tracé avant lui par les USA et la RFA. En effet, chaque capital national essaie d'exporter les effets de la crise sur les autres, les mesures visant à contrôler l'immigration correspondent en fait à la tentative de se débarrasser de son trop-plein de chômeurs sur d'autres pays, à cet égard les réactions de l'Algérie aux mesures pri-

ses en France sont significatives (voir article sur l'Algérie dans ce numéro).

Naguère, support de la reconstruction nationale, le travailleur immigré était pour le capital français le prolétaire idéal, surexploité, acceptant les travaux les plus durs, il constituait une pression permanente sur les salaires, sans attaches familiales pesantes, il pouvait être déplacé au gré des besoins de l'économie, sans tradition de lutte marginal au sein de la classe ouvrière en France, il subissait d'autant plus facilement l'arbitraire de l'Etat bourgeois.

suite p.2

TERRORISME

## LES FAUSSES ALTERNATIVES DE LA BOURGEOISIE

• Les mystifications que secrète en permanence la société capitaliste pour se conserver se présentent rarement sous une forme grossière du type : acceptez la violence de l'Etat, subissez l'exploitation. C'est surtout sous la forme plus subtile et beaucoup plus efficace des fausses alternatives que la propagande de la classe dominante exerce sa puissance : voulez-vous la violence d'un Etat de droite ou celle d'un Etat de gauche? L'exploitation capitaliste à l'occidentale ou l'exploitation

capitaliste à la stalinienne? Détourner tout élan anti-capitaliste vers de fausses alternatives où l'ordre établi reste toujours sauf, tel est le meilleur moyen dont dispose le capital pour préserver sa domination.

L'énorme campagne menée avec tous les moyens des mass-médias autour du détournement de l'avion de la Lufthansa, le "suicide" de Baader et de ses compagnons, l'exécution de Schleyer et la chasse aux terroristes de la RAF, relèvent de cette méthode.

Mondialement, la propagande officielle présente encore une fois un faux choix et deux faux camps : celui de l'Etat capitaliste et celui du terrorisme. Rejeter le terrorisme serait favoriser le renforcement de l'Etat et de sa violence, rejeter l'Etat capitaliste serait choisir le camp du terrorisme.

Dans les deux cas, une perspective se retrouve annihilée, escamotée : la violence révolutionnaire collective du prolétariat contre l'Etat capitaliste.

### le renforcement de l'Etat

Derrière ce battage sans précédent, les Etats "les plus démocratiques du monde" se livrent à un renforcement spectaculaire de leur appareil policier et déploient leur violence sous forme d'avertissement. L'exécution de Baader, à peine déguisée en "suicide", la chasse à l'homme organisée internationalement, l'encouragement à la délation montrent sous son vrai jour le contenu réel de la démocratie bourgeoise. Devant la certitude croissante de l'impossibilité d'un prompt rétablissement de l'économie capitaliste et de l'inévitable développement des luttes sociales, l'appareil garant de l'ordre capitaliste renforce son arsenal contre-révolutionnaire et se prépare à tenter de jouer le rôle de bourreau qu'il a toujours exercé devant les insurrections prolétariennes.

Pour cela la bourgeoisie mondiale a trouvé dans la personne du très "socialiste" Schmidt un représentant particulièrement significatif. A la tête d'un Etat démocratique, antifasciste, Schmidt est aussi un des principaux représentants du "socialisme international", celui des Mitterand, des Gonzalez, des Soares, des Callaghan, des Nenni. Son parti est un pilier de cette giuche que des gauchistes dans le monde entier,

suite p.3

P.C.-P.S.

## LES GAUCHISTES AU CHEVET DE LA BOURGEOISIE DE GAUCHE

Nous avons analysé dans RI n° 41 et 42 les diverses raisons qui ont provoqué la querelle PC-PS; si les organisations gauchistes ont aussi donné leur point de vue, c'est pour mieux s'affirmer comme partie prenante de cette querelle ; qu'ils tentent de raccommoier les relations entre les protagonistes ou qu'ils se réclament avant tout des travailleurs, nous allons voir que, fondamentalement, ils restent tous sur le terrain bourgeois.

Sur la querelle même, l'analyse qu'ils font dans l'ensemble est qu'il s'agit d'une question de rivalité intestine à l'approche de mars 78. L'enjeu de cette querelle étant la venue de la gauche au pouvoir, nous allons apprécier l'esprit tacticien et habile de ces poissons pilotes du requin capitaliste.

• Voyons ainsi l'analyse de l'OCL tace à cette querelle : "Les staliniens et les sociaux-démocrates... veulent édifier un barrage contre-révolutionnaire pour préserver le système de la propriété privée... La Vème République... L'objectif des staliniens est précis : démorraliser les travailleurs... Protéger le règne Giscard-Barre". La conclusion coule de source : "c'est pourquoi l'OCL combat sans condition pour l'unité du PCF et du PS, pour la victoire de candidats du PCF et du PS, afin que Giscard soit démissionné"... En bref, nous pouvons résumer ainsi cette position : "Le PCF lutte de toutes ses forces contre la révolution mondiale, donc votons pour lui". Et nous pousserons la logique mathématique jusqu'au bout en disant que l'AJS lutte "de toute ses forces contre la révolution mondiale" ! Mais l'AJS ne fait qu'exprimer de manière caricaturale l'ensemble des positions trotskystes, les rendant évidentes. Leur analyse de la double nature de la gauche leur permet de la quali-

fier tantôt de "partis bourgeois", tantôt de "réformistes", ou encore de "représentants de la classe ouvrière" comme vont nous le montrer les citations extraites de toute la presse d'extrême-gauche de ces derniers temps.

La LCR est l'organisation de l'extrême-gauche qui a le plus à coeur de voir la gauche passer aux prochaines élections. Et elle fait tout son possible : à travers son quotidien Rouge, elle rappelle continuellement à la gauche que si elle l'oublie, la LCR, elle, ne l'oublie pas et qu'elle peut compter sur elle : "Il faut tout faire pour débloquent la situation... Eviter le désarroi des travailleurs devant une gauche désunie". La LCR bourdonne de conseils que l'on pourrait intituler : "comment ne pas perdre la confiance des travailleurs". Elle adresse même une lettre ouverte : "à un(e) militant(e) du PC et à un(e) militant(e) du PS", pour qu'ils poussent leurs partis dans ce sens. Avec le mode d'emploi à la fin : une liste d'entre-

suite p.2

## LE GAUCHISME

suite de la p.1

prises supplémentaires à nationaliser. Pour parler des nationalisations : "Quelle place, quels pouvoirs les travailleurs auront dans les entreprises nationalisées ? En définitive, en quoi la vie des travailleurs sera-t-elle changée grâce à l'orientation différente de l'économie permise par les nationalisations ?". Rougerépond, scandalisé : "On voit mal pourquoi les travailleurs devraient se désintéresser du nombre des nationalisations... Est-il indifférent pour les travailleurs que Hachette reste dans le secteur privé ? Que Michelin, Peugeot, Citroën... ne soient pas nationalisés par le PC et le PS au gouvernement ?

Le moins que l'on puisse dire est que la LCR cache mal son jeu : la défense du capitalisme d'Etat.

N'en restons pas là, la meute des rabatteurs aux élections est loin d'être complète. Chacun hurle à sa manière, tous sont des loups.

Avec l'OCT nous trouvons un langage plus populiste, plus radical. Et si Rouge s'adresse continuellement aux partis-Bon-Dieu et à leur base-les saints, l'OCT s'emberlificote entre ses appels à l'union sacrée et les "masses" laborieuses, voulant continuellement se mêler de réconcilier l'eau et le feu, tout en rappelant quand même au feu que l'eau lui est fatale et que... Mais voyons plutôt. Laissons l'Étincelle faire sa propre lumière : " Il est de la responsabilité des organisations révolutionnaires d'agir dans l'unité pour ne pas décevoir le besoin profond des masses... dès aujourd'hui, lors des législatives et après mars 78... pour faire que la défaite de la droite soit vraiment la défaite de la bourgeoisie", et à la page suivante : "Le PCF et le PS... sont ceux qui se préparent à gérer au mieux la société capitaliste... Ils ne diffèrent que sur les moyens d'établir la collaboration de classe. Ni l'un ni l'autre ne veulent réellement rompre avec le capitalisme"... "Plus que jamais, ajoute l'Étincelle, comptons sur nos propres forces"... ce qui ne les empêche pas quelques jours plus tard de faire un appel pour présenter des candidats communs pour les Législatives avec Rouge et les CCA.

Ce front commun, Lutte Ouvrière l'a refusé, trouvant "que ces appels à l'unité ouvrière se confondent avec l'unité électorale sur un programme bourgeois". Lutte Ouvrière, qui nous a habitués à appeler la classe ouvrière

à voter pour ses exploités, serait-elle en train de connaître un revirement sur sa gauche?

Nous voyons donc dans toutes ces citations une même pratique cachée sous un langage différent. Mais LO va nous montrer que sa dénonciation virulente de la gauche et de ses acolytes gauchistes ne l'empêche pas, continuellement, de jouer son rôle : détourner le prolétariat de son terrain de classe. Quand on lit LO, deux mots d'ordre reviennent continuellement : "Nous n'avons rien à attendre de la gauche" et "les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces". Mais en lisant de plus près leur presse, on s'aperçoit que ce que LO reproche à la gauche est de ne pas se donner les moyens d'appliquer... le Programme Commun, à savoir le capitalisme d'Etat jusqu'au bout : "A qui le PC fera-t-il croire... que les travailleurs pourront élire leur PDG ?". "Les nationalisations n'ont jamais rien changé pour la classe ouvrière"... "Exproprions les barons de l'acier!" Et puis fatalement on retombe sur l'éternel : "Travailleurs nous ne pouvons pas faire confiance à tous ces gens (la Gauche). Nous pouvons faire en sorte qu'ils soient demain au gouvernement. Mais nous ne pouvons espérer qu'ils changeront notre vie."

Nous voyons donc que les trotskystes, qu'ils prennent les sentiers détournés de la critique ou qu'ils s'engagent dans la voie du soutien direct, se retrouvent toujours sur un même point : ramener les travailleurs qui s'en écartent sur le terrain de la bourgeoisie.

Si les gauchistes attribuent à la gauche quelques vertus "ouvrières", d'autres les dénoncent pour ce qu'ils sont : des défenseurs du capitalisme d'Etat. C'est le cas des groupes anarchistes. Des bourgeois. C'est le cas pour les groupes maoïstes. A noter que ces groupes n'appellent pas à voter pour l'union de la gauche.

Malheureusement, si ne pas appeler la classe ouvrière à voter pour ses massacrés est un critère pour être dans le camp prolétarien, il ne suffit pas. Et nous allons en voir la triste confirmation.

Le maoïsme, venant du stalinisme, a ses origines dans l'écrasement de la vague révolutionnaire des années 17-27, dont le pire héritage est le mythe du "socialisme possible en un seul pays". Il en résulte pour cette fraction de la bourgeoisie ultra-nationaliste une vision qui va de pair : "Le peuple de France refuserait... de voir notre pays allié à l'URSS". Par ailleurs, son soutien inconditionnel à la Chine

forte qui se fait dans la lutte entre tous les prolétaires, tous les moyens lui sont bons et lui seront bons dans l'avenir : depuis le racisme le plus stupide jusqu'aux méthodes d'encadrement et de division plus sophistiquées que mettent déjà en place les gauchistes.

Face à ces mesures que le gouvernement Giscard a tenté de mettre en place, la Gauche et les gauchistes ont beau jeu de les dénoncer en criant haro sur le baudet Stoleru. La Gauche officielle (PC-PS), encore dans l'opposition, peut s'offrir ce luxe démagogique, mais à aucun moment ces soi-disant partis "ouvriers" ne se sont clairement déterminés contre le "contrôle de l'immigration", et pour cause, s'ils sont appelés demain à des responsabilités gouvernementales, ils feront comme leurs confrères soi-disant "ouvriers" : sociaux-démocrates en RFA, travaillistes en Grande-Bretagne, c'est à dire comme Stoleru aujourd'hui : le capital national a des exigences que nul parti bourgeois au pouvoir ne peut ignorer.

C'est sans vergogne que le PCF se pose, avec son verbe radical, comme le défenseur intransigeant du prolétaire immigré, lui qui dans le même temps proclame hautement ses convictions nationales en placardant ses affiches chauvines : "Travillons français, fabriquons français", c'est à dire en fait faisons nous exploiter français!

Derrière tous les appels de la Gauche et des gauchistes pour les mêmes droits politiques et syndicaux aux travailleurs immigrés et français, ce qui se cache c'est en fait le même droit de se faire exploiter. Avoir le droit de voter, c'est "avoir" le droit de se faire mystifier dans les élections, avoir les mêmes droits syndicaux signifie en fait un renforcement du contrôle des syndicats, police de la bourgeoisie dans les usines, sur une fraction de la classe qui échappe en fait encore en partie à ce contrôle.

Face au contrôle policier que propose Stoleru, ce que propose la gauche, c'est en fait le contrôle politique de la classe ouvrière et entre autres des tra-

amène à défendre le bloc américain dans lequel elle se trouve, contre le bloc russe. "L'URSS... augmente son armement à une vitesse folle, plus vite que la France et même que les USA... cette URSS qui intervient aussi bien en Afrique qu'en Méditerranée ou même sur les côtes bretonnes avec ses navires espions." (!!!). Le PCF étant "allié" à l'URSS, les maoïstes n'appellent pas à voter pour lui. Mais ils peuvent présenter leurs propres candidats pour les prochaines élections. Et il ne faut pas oublier qu'au Portugal les groupes maoïstes ont soutenu directement le PS contre le PC. C'est l'aboutissement logique de leurs positions.

Voyons maintenant les positions anarchistes. Contrairement à l'ensemble des gauchistes, qui réduisent la querelle PC-PS à une question de "part de gâteau électoral", les anarchistes y voient aussi le besoin de centraliser plus l'économie en crise par le PC. Mais ce dernier n'est jamais pour autant appelé bourgeois. Tout au plus nous trouvons : "Le Programme Commun n'est pas un programme révolutionnaire". De plus la proposition de rechange est : "La solution est dans l'autogestion... La solution est dans le socialisme certes, mais débarrassé de l'Etat". C'est sans doute pour défendre "leurs" usines que les militants anarchistes militent dans les syndicats, police de la bourgeoisie dans la classe ouvrière... et qu'ils participent au chorus gauchiste quand il s'agit de parcellariser les luttes.

DUBIGEON

## LE PIEGE DE LA DEFENSE DE L'ENTREPRISE

Face à la crise qui s'approfondit, la bourgeoisie française se rend à l'évidence : il ne lui reste que la tentative d'un gouvernement de gauche qui saura momentanément faire comprendre à la classe ouvrière la nécessité d'augmenter la productivité par une exploitation accrue de la force de travail, par l'austérité aux couleurs du "socialisme". En attendant, c'est par une attaque contre les secteurs anachroniques, par les licenciements massifs avec leur chapelet de conséquences funestes pour les travailleurs, que la bourgeoisie s'évertue à trouver des palliatifs.

Dubigeon-Normandie est un de ces vieux secteurs industriels. Point central puisqu'il fait travailler pour ses besoins la sidérurgie, nerf d'une économie nationale, il n'en reste pas moins touché par la crise, comme la métallurgie dans son ensemble.

En 1955, les travailleurs de Nantes et St Nazaire se sont trouvés unis dans un mouvement de grève d'une grande combativité, s'affrontant à la police, comprenant la nécessité de faire front dans la rue et non plus dans le seul cadre de l'usine. La principale difficulté, bien que pressentie, fut celle de la généralisation du mouvement. Les syndicats utilisèrent cette brèche pour expérimenter la formule des grèves tournantes qui, s'ajoutant à la période de reflux, fut le linéol du mouvement par le profond découragement et l'échec qui s'ensuivit.

Après les grèves de décembre à St Nazaire, c'est aujourd'hui Dubigeon-Normandie qui est en conflit. Depuis longtemps, le climat restait tendu : licenciements des intérimaires, déclassés... Mais, et c'est souvent le cas, c'est sur un détail, celui des horloges de pointage de l'entrée de l'usine à

vailleurs dits immigrés, en invitant tous les prolétaires sans distinction à communier dans la messe bourgeoise des élections et en renforçant l'encadrement syndical, sans pour autant exclure la répression policière si celle-ci est nécessaire à la défense des "intérêts supérieurs de la nation".

Confrontés à des prolétaires sur qui, de par leur situation de déportés, de déracinés pèsent bien faiblement le poids des mystifications nationalistes, ce que font les gauchistes, c'est tenter de recréer les divisions bourgeoises en nation, races, etc, en trouvant une nation à défendre contre une autre, un bloc contre un autre, en appelant à des "comités de travailleurs immigrés", on oppose ainsi les intérêts des ouvriers étrangers à ceux des ouvriers autochtones, on divise la classe ouvrière.

Face à toutes ces mystifications, face à tous ceux qui tentent de faire croire que les travailleurs ont toujours une patrie à défendre, c'est par la lutte seule que la classe ouvrière montre comment se réalise cette unité, c'est par leur lutte que les travailleurs immigrés originaires du Maroc, de l'Algérie, du Sénégal, etc ont réalisé leur

C'est effectivement à une répartition des tâches entre les diverses organisations bourgeoises que nous avons assisté au cours de cette revue. Que ce soit avec un langage plus ou moins radical, tous ont pour but de garder la classe ouvrière sur le terrain de la bourgeoisie.

Ainsi, vis à vis de la Gauche, nous assistons à deux tendances : l'une soutient directement le Programme Commun, et se situe comme rabatteur direct pour les prochaines élections. L'autre se cache derrière un langage plus radical, plus ouvrier et jouera sans doute son rôle après les élections quand la Gauche commencera à être démystifiée auprès des travailleurs. Cette répartition des tâches s'est déjà vue en Italie, dans la perspective analogue de la venue du PC au pouvoir. Cette adaptation du milieu gauchiste aux circonstances s'exprime par des scissions et des regroupements, par des revirements de position continuels (voir RI n°38 : "La crise du gauchisme").

Toutes ces organisations restent toujours sur le terrain national, et ne peuvent donc que soutenir une fraction de "leur" bourgeoisie à un moment donné.

Le prolétariat, lui, ne peut se battre qu'à un niveau général, mondial. Pour accomplir sa tâche, il lui faudra se défaire de ces entraves qui l'attachent à "sa" bourgeoisie nationale, de droite, de gauche, ou gauchiste.

CL.

## IMMIGRES

suite de la p.1

Aujourd'hui, la situation se trouve renversée, dans une période où la reprise des luttes de la classe se trouve freinée par l'encadrement de la police syndicale et politique de l'Etat bourgeois. De par leur situation, les travailleurs "immigrés" qui ne peuvent voter et sont traditionnellement peu contrôlés par les syndicats subissent d'autant moins le poids des mystifications bourgeoises et ont constitué ces dernières années une des fractions les plus combattives du prolétariat, comme l'ont montré ces derniers mois les grèves des locataires de la SONACOTRA ou la grève des balayeurs du métro parisien.

C'est dans ce cadre que les récentes mesures de contrôle de l'immigration prennent tout leur sens. Elles sont en effet un bien faible frein à la montée du chômage et de toutes façons les travailleurs "immigrés" sont nécessaires à l'économie française qui ne peut s'en passer. Ces mesures représentent avant tout une arme de guerre contre l'ensemble de la classe ouvrière en s'attaquant directement à une de ses fractions les plus combattives.

En effet, il s'agit pour la bourgeoisie française de mettre au pas ces prolétaires rétifs, ces mesures signifient un renforcement du contrôle policier, derrière tout licenciement se profilera la menace de l'expulsion. C'est une tentative de division de la classe ouvrière en tentant de faire croire que l'expulsion des immigrés diminuera le problème du chômage alors que l'exemple allemand est là pour nous montrer que malgré l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de travailleurs étrangers, le chômage n'a cessé de croître pour atteindre 1 500 000 prolétaires, les autres étant soumis à des cadénies de plus en plus fortes, des conditions de travail allant en se dégradant.

Derrière cette tentative de diviser ce que la bourgeoisie française veut prévenir, c'est l'union toujours plus

unité. C'est par sa lutte, en se plaçant sur son terrain de classe, en s'opposant à tous ceux qui essaient d'entourer sa marche en avant vers son unité, que la classe ouvrière demain abolira les fausses distinctions entre travailleurs dits "immigrés" et travailleurs dits "français".

Ce n'est pas en quémandant des droits démocratiques auprès de l'Etat bourgeois que se réalise l'unité, c'est en se situant, en luttant sur son terrain de classe, contre toutes les mystifications démocratiques.

"Les prolétaires n'ont pas de patrie" et n'en auront jamais, ils n'ont pas d'intérêt national à défendre, le seul droit qu'ils ont c'est celui de se faire exploiter.

Leur seule arme, c'est la lutte qui leur permet d'homogénéiser leur conscience et de s'organiser de manière unitaire, qui leur permet de dépasser les divisions raciales, sexuelles, nationales, que leur impose le capital et que perpétuent toutes les organisations de la bourgeoisie, que ce soit derrière une couleur de droite, de gauche ou gauchiste.

J.J.

# DANS LE MAELSTRÖM DE LA CRISE

En présidant, le 12 octobre, la séance inaugurale du nouveau parlement norvégien, le roi-potiche Olav V ne pouvait pas moins faire, dans son discours, que broser un tableau d'ensemble de la situation point trop déprimant ; mais \* au-delà de ces pompes de circonstances, c'est le projet du budget 78 présenté par le ministre des finances, Kleppe, qui, malgré les circonlocutions, annonce la vraie couleur des choses : AUSTERITE. En termes plus francs, le collaborateur du gouvernement socialiste minoritaire pouvait mieux dire : messieurs, la crise ne frappe plus à notre porte, elle est chez nous, et bien installée.

C'est en effet de ce nom parfaitement éprouvé dans le monde actuel qu'il faut appeler ces symptômes caractéristiques du haut mal capitaliste qui s'étend en Norvège : déficit de la balance des paiements, gonflement de la dette extérieure, chute de la productivité, investissements en perte de vitesse, recours à la dévaluation monétaire (deux en l'espace de six mois) et la traduction de tout ça dans ces deux suprêmes maux honnis : inflation et chômage.

Pour se donner de l'entrain, le capital norvégien a bien le tort de tirer, comme il le fait, satisfaction de son propre sort comparé à celui de ses lointains voisins d'Europe, en général, mais, parenté oblige, d'abord Scandinaves. Si l'on s'en tient aux statistiques, la Norvège peut apparaître plus résistante à la crise, mais, en puissance, c'est à la même ornère suédoise, ou pire, danoise, qu'à terme rapproché elle est promise. Quant aux cousines pauvres finlandaise et islandaise, elles font décidément figure d'épouvantail, cette dernière surtout, avec un taux d'infla-

tion record digne d'économies du tiers-monde. Au total, c'est une peinture faite des mêmes touches de détresse qui se dessine comme perspective à tous les pays nord-européens. De ces nations, que la géographie et l'histoire ont liées entre elles, la dévaluation en chaîne des monnaies, à la fin août, a bien pointé la remarquable unité globale... dans la crise. C'est toutes en groupe que, plongeant dans le maelström du capital à l'agonie, elles s'apprêtent à rallier le troupeau déjà compact des "hommes malades" d'Europe. Comme l'iceberg qui ne découvre à la surface qu'une partie de sa masse, les problèmes politiques et sociaux nous ont d'abord, tel en Suède, voilé tout en la révélant l'ampleur d'une crise qui éclate à présent au grand jour, là même où la bourgeoisie mondiale, prisonnière de ses fantasmes, en jugeait l'éventualité mythique.

Né lui en déplaît, la situation telle qu'elle se développe dans toute la Scandinavie illustre une nouvelle fois la progression irrésistible du chaos économique mondial et des désordres politiques afférents. Mais le naufrage des capitalismes comme ceux de Suède et de Norvège revêt une importance particulière, évidemment parce que pays très industrialisés, ils concentrent les contingents prolétariens (métales, mineurs, ouvriers des chantiers navals) les plus nombreux de leur zone géographique, mais en outre parce qu'économies de plus en plus étroitement imbriquées à celle de la RFA, ils ne manqueront pas de communiquer leurs secousses à l'aigle german, pilier du système en Europe, mais passablement déplumé lui-même (cf RI n°40 et 41).

Dans ces pays, la crise économique et politique tire et tirera encore plus à l'avenir son acuité précisément de la position longtemps privilégiée qu'ils occupaient jusqu'alors. L'effondrement est d'autant plus abrupt que les économies norvégiennes et suédoises sont de celles qui avaient tiré le plus grand parti de la reconstruction d'après-guerre. De telle sorte que, devant les morsures mortelles de la crise mondiale qui les atteint à leur tour, la force se transforme à présent en faiblesse. Cette situation de faiblesse, face aux échéances que confronte n'importe quel capital national aujourd'hui : cours accentué vers le capitalisme d'Etat et mise en place d'une politique d'austérité préparatoire à l'économie de guerre, s'illustre très clairement en Norvège et mieux encore en Suède, au double plan de la direction gouvernementale et de l'affrontement à la classe ouvrière.

Pas plus le gouvernement Füllind en Suède que celui de Nordli(1), ne peuvent se dérober aux impératifs du capitalisme aux abois, et cela est bien mis en lumière, de façon paradoxale, par le pouvoir de droite en Suède, contraint, à son corps défendant, de procéder à des nationalisations auxquelles même les socialistes, jusqu'à 1976, ne s'étaient pas résolus. Mais le problème se pose ainsi : ou bien, en Suède, la poussée de la crise et la rebiffade des classes petites-bourgeoises obligent à la relève des socialistes, mais porte aux rênes du pouvoir une droite si bien livrée aux tensions et conflits dans son propre camp que sa capacité d'assumer la poursuite du programme capitaliste d'Etat s'en trouve aussitôt très li-

mitée, tandis que la débâcle économique s'accroît. Ou bien, en Norvège (mais aussi en Finlande ou au Danemark), des sociaux-démocrates maintenus en règne et sans doute mieux placés pour servir la politique de capitalisme d'Etat, mais qui, usés par de longues années de pouvoir, voient, à la suite de leur faible succès aux dernières élections, leur impact gouvernemental émoussé devant la montée du mécontentement social. La déstabilisation politique s'avère ainsi une caractéristique majeure de la crise en Scandinavie et révèle l'impréparation profonde de la classe bourgeoise pour placer à sa tête l'équipe la plus solidement adéquate à la situation. C'est encore plus par rapport au second volet, de la politique "anti"-crise, l'austérité, que cette impréparation fondamentale prend toute sa mesure. Là, le problème crucial de la bourgeoisie Scandinave est de regagner, par sa gauche, une crédibilité dans la classe ouvrière qui lui est niée, de toutes façons, au travers des partis gouvernementaux, et compromise en Norvège et ailleurs, sous le poids du désenchantement populaire, fruit de la plongée dans la récession.

D'autant plus malaisée est la tâche de la bourgeoisie, en Suède et en Norvège, pour imposer la nécessaire, austérité, qu'il lui faut la faire admettre à une classe ouvrière jouissant toujours d'un des plus hauts niveaux de vie du monde, quoique pas moins exploitée qu'ailleurs. Des grèves, comme celle de Kiruna, en 1969, sont depuis longtemps venues nous apporter dans ce domaine, le juste rectificatif de la lutte de classe au mensonge d'un "paradis social" en Suède. La

suite p.7

## TERRORISME *suite de la p.1*

toujours prêts à choisir un camp à l'intérieur du système, s'attachent à présenter comme l'ennemi de la droite et comme une garantie de libertés démocratiques pour le prolétariat. C'est enfin et surtout un parti qui a l'expérience de s'être déjà illustré dans le massacre de dizaines de milliers d'ouvriers lors des insurrections du prolétariat en Allemagne en 19-23.

A travers l'hystérie anti-terroriste, la démocratie bourgeoise parle clair : renforcement de la violence de l'Etat capitaliste, extermination de toute violence échappant à son contrôle. La condamnation de "la violence anti-démocratique" des terroristes aujourd'hui n'est en fait qu'un prétexte, une annonce de la condamnation de la violence collective du prolétariat qui sera elle effectivement anti-démocratique demain.

### le fétichisme de la violence

Mais le piège de l'actuelle campagne anti-terroriste n'aboutit pas uniquement à masquer un renforcement de la dictature du capital sous des couleurs "démocratiques". En présentant le terrorisme en soi comme l'ennemi numéro un de l'Etat capitaliste, il octroie à cette impasse suicidaire un label de "révolutionnaire" capable de détourner vers le néant et sur le terrain bourgeois de véritables énergies révolutionnaires.

C'est ainsi qu'à la suite des récents événements on assiste actuellement un peu partout en Europe, mais surtout en Italie, au développement d'une exaltation du terrorisme comme authentique expression du mouvement prolétarien et moyen radical de lutte anti-capitaliste.

On croit faire preuve de radicalité anti-capitaliste et on ne fait que rester prisonnier de la logique du crétinisme légaliste démocratique en prenant le contre-pied : le fétichisme de la violence. On croit réagir sentimentalement en solidarité avec des victimes de l'Etat et on se prépare à en faire des prochaines. Car si d'une part le terrorisme ne représente pas plus aujourd'hui qu'hier un moyen de lutte efficace contre le capitalisme, il demeure cependant une condamnation à mort quasi certaine pour celui qui le pratique.

Le terrorisme ne peut être efficace que dans une guerre nationale bourgeoise lorsqu'il n'est en fait qu'un appoint, un moment d'une guerre conventionnelle. Il a pu servir dans la construction d'Israël, dans la deuxième guerre impérialiste mondiale, ou être utilisé dans un de ces moments de luttes impérialistes que sont les luttes de libération nationale.

Il est parfaitement inefficace dans

le combat contre le capitalisme. Jamais le terrorisme n'a en quoi que ce soit affaibli le système capitaliste. Jamais il n'a renforcé la puissance du prolétariat. Au contraire, il est l'antithèse même de la violence prolétarienne. Non pas que cette dernière serait moins violente ou moins impitoyable, mais parce que la violence du prolétariat, du fait du contenu de sa tâche historique (qui n'est pas le changement d'une clique au gouvernement pour une autre, mais le bouleversement de fond en comble de tous les fondements de la société et de la vie sociale), ne peut être que l'oeuvre collective d'une classe consciente et non le fait d'un groupe de conjurés. La violence, comme l'émancipation du prolétariat, sera l'oeuvre du prolétariat lui-même.

C'est pourquoi il faut dénoncer les théories qui, telles "Le Prolétaire" dans son dernier numéro, considèrent, au nom d'un fétichisme de la violence, le terrorisme individuel comme "le rappel de la nécessité de la violence pour le prolétariat" et un "signe avant-coureur du futur réveil du géant prolétarien". Ce ne sont pas des actes de terrorisme individuel qui amènent le prolétariat à comprendre la nécessité de la violence, mais les conditions mêmes du combat de classe qu'il doit livrer contre la violence de l'Etat. L'enseignement de "l'acte exemplaire" terroriste s'inscrit à l'opposé même de ce que les prolétaires doivent comprendre : à savoir que personne ne peut se substituer à l'action collective de leur classe.

Le terrorisme n'est pas non plus le "signe avant-coureur du futur réveil du géant prolétarien". Il est au contraire, le signe de la faiblesse de la lutte prolétarienne et du désespoir que l'absence de toute perspective révolutionnaire engendre chez des individus révoltés, en particulier dans la petite bourgeoisie.

000

En "suicidant" les membres de la RAF qu'il maintenait en prison - après s'en être probablement servi à son tour comme otages - l'Etat "démocratique" n'offre qu'une faibl. idée de la violence avec laquelle il entend défendre l'ordre du capital. Le prolétariat n'aura de chances de vaincre et de détruire cette machine sanguinaire! que s'il sait se maintenir sur son propre terrain de classe, si contre les fausses alternatives que lui offre le capital en permanence, il sait opposer sa solution : l'alternative n'est pas : violence de l'Etat capitaliste ou terrorisme mais violence capitaliste ou violence collective du prolétariat.

R.V.

## ALGERIE

### LE CHOMAGE N'A PAS DE PATRIE!

• Pendant que les journaux français se remplissaient d'appels indignés à la "démocratie" contre les mesures d'expulsion des travailleurs immigrés (cf. article dans ce numéro), les journaux algériens, au nom des mêmes "droits de l'homme" exprimaient l'affolement de la bourgeoisie locale, qui voit avec panique arriver un nouveau reflux des travailleurs immigrés en Algérie : "Ces mesures sont contraires aux traditions démocratiques de la France et à l'esprit de la Déclaration des Droits de l'homme et de la révolution de 1789. Elles révèlent la contradiction entre les déclarations françaises et la pratique de coopération avec l'Afrique, d'autant que les économies en voie de développement ne sont pas encore capables de résorber cette main d'oeuvre" (Al Chaab, ou "Le Peuple", journal algérien).

Ces voix des piliers du capitalisme, surtout de gauche, se sont insurgées devant un fait qui est inhérent à la condition faite aux ouvriers par ce même capitalisme, condition de marchandise à la merci du marché. Ces dernières mesures s'inscrivent dans la logique du capitalisme en crise, comme s'inscrit dans cette logique la panique justifiée de l'Etat algérien, qui doit tenir à flot une économie pourrissante sans avoir pu se développer. Non seulement le chômage s'accroît partout dans le monde, mais encore une masse grandissante de prolétaires est refoulée de pays à pays, pour n'aboutir qu'à la misère, le capitalisme ne pouvant même plus tolérer "l'armée de réserve" hypertrophiée qui accompagne la crise de surproduction. Voilà qui répondra, s'il en est encore besoin, aux théories chères aux étudiants "marcusiens" sur "l'élasticité" du capitalisme. Un des signes de la décadence de Rome, selon Lénine, était que "ce n'était plus les esclaves qui entretenaient l'empire, mais l'empire qui devait entretenir les esclaves". Le capitalisme, lui, ne peut même plus se permettre aujourd'hui d'entretenir le nombre croissant des chômeurs.

Dans ce contexte où chaque bourgeoisie nationale doit se battre pour exporter sa crise, il n'est donc pas étonnant de voir la bourgeoisie algérienne s'affoler devant l'arrivée d'un nouveau contingent de chômeurs. Car c'est bien ça qui se cache derrière ses protestations vertueuses, ainsi que la peur de perdre l'entrée de devises étrangères que signifie pour le capital algérien l'implantation de travailleurs algériens en France. Nous avons déjà montré dans un article précédent comment la crise s'approfondissait en Afrique du Nord, et comment la lutte de

classe se développait en Algérie comme au Maroc, en Tunisie, etc. Dans ces économies mort-nées en voie de faillite, c'est à une décomposition totale que l'Etat a à faire face. En Algérie, les cadres et les techniciens ont tendance à quitter le pays. Depuis le début de l'année les grèves n'ont pas cessé de se développer. Les dockers en mai, les cheminots en juillet, les éboueurs et les transports en août, presque tous les secteurs de l'industrie ont été touchés. La plupart de ces grèves ont éclaté hors du syndicat unique l'UGTA, et souvent contre lui, au point que Boumediène a sermonné ce fidèle pilier de l'Etat qu'est le syndicat "précisant que, dès le printemps, il avait tiré la sonnette d'alarme, mais qu'il (le syndicat) l'avait assuré que tout allait bien.

Face à cette désintégration, l'Etat s'est vu contraint de procéder à une augmentation générale des salaires tant pour les fonctionnaires (qui ont tendance à désertir le secteur étatisé pour le secteur privé) que pour les cadres, et pour les ouvriers (augmentation de 30 % du SMIG). Il est sûr que la bourgeoisie s'est vue ici contrainte de céder devant une situation qu'elle ne maîtrisait plus et surtout devant la violence des affrontements qui ont eu lieu lors des grèves ouvrières et la faillite manifeste du bourrage de crâne nationaliste du "socialisme à l'Algérienne".

Mais parallèlement, elle a relancé une campagne de militarisation du travail contre "les éléments à la recherche du gain facile" (sic). Pour les travailleurs en Algérie, cela signifie que les augmentations concédées auront pour pendant une augmentation de cadences. Cette "victoire" momentanée de l'augmentation des salaires sera vite effacée par l'inflation, le chômage, la militarisation du travail.

C'est pourquoi, s'il est important de voir dans ce recul de la bourgeoisie algérienne une confirmation de la force du prolétariat, il est primordial de voir que ce recul n'est que passager : Le chômage, les baisses de niveau de vie, les augmentations de cadences atteignent et atteindront la classe ouvrière en Algérie comme en France. C'est ce qui fait, au-delà des discriminations entretenues entre algériens et français, pour les travailleurs algériens en France, pour les travailleurs algériens en Algérie, pour les travailleurs français, un caractère commun à la classe ouvrière mondiale, base de sa lutte unique contre l'oppression du capitalisme.

D.T.

# LE RENFORCEMENT DU BLOC AMERICAIN

A la fin de la 2ème guerre mondiale, les deux principaux blocs impérialistes s'étaient partagés le monde, aussi bien du point de vue des marchés que du point de vue stratégique et militaire. Vendant trente ans, les impérialismes se sont affrontés dans des conflits locaux pour arriver à une situation telle qu'ils se retrouvent devant la nécessité de se préparer à une 3ème guerre mondiale et d'y préparer leur bloc. Dans ce cadre, le renforcement du bloc américain est signifi-

catif : il vise en particulier à exiger de chaque pays du bloc sa contribution à l'effort de guerre général. Ainsi, les USA exigent du Japon qu'il ne profite plus seul de sa situation de pays vaincu qui a pu se reconstruire parce que déchargé des dépenses improductives de guerre ; de la même façon, ils exigent d'Israël qu'il se soumette à l'intérêt du bloc qui passe par de meilleurs rapports avec les pays Arabes.

ISRAEL

## d'une instabilité à l'autre

B "Je pense que toutes les parties se sont rendues compte qu'elles ont besoin de paix. Les Israéliens savent que s'ils n'ont pas la paix, leur économie stagnera, les voisins se radicaliseront davantage et se moderniseront dans le même temps et les Soviétiques réapparaîtront sur la scène. Les Arabes se rendent compte qu'ils n'ont pas le pouvoir de détruire Israël, que leurs efforts répétés ont fait long feu" : ainsi parlait M. Brzesinski, conseiller de Carter pour la sécurité nationale.

Ce n'est pas un hasard si, justement, c'est l'un des représentants de la puissance impérialiste la plus forte du monde qui fait preuve d'une telle lucidité sur la faiblesse des autres Etats. Lucidité toute relative d'ailleurs puisqu'elle se limite malgré tout au système capitaliste lui-même et ne saurait arriver à une conscience claire et nette de l'avenir de l'humanité. Cependant, si les lois qui régissent le système capitaliste empêchent la bourgeoisie qui s'y soumet d'en comprendre le développement et la décadence inévitable, si la force d'une puissance impérialiste ne lui permet pas d'échapper à ces mêmes lois, elle lui permet malgré tout d'exercer, dans le cadre de ces lois, sa domination sur les autres Etats plus faibles.

Ainsi, par la voix du conseiller de Carter, les USA ne pouvaient dire plus crûment que la participation à la Conférence de Genève par "toutes les parties en présence" n'était rien d'autre qu'une obligation d'Etats soumis ou contraints par une puissance impérialiste. L'URSS, les pays Arabes, l'OLP, Israël n'ont plus le choix : ils devront, bon gré, mal gré, aller à Genève.

En effet, l'URSS a progressivement été éliminée du Moyen-Orient : en attisant les conflits par le biais des organisations palestiniennes, elle n'a fait que perdre ce qu'elle voulait gagner : elle a d'abord perdu l'Egypte, puis la Syrie, le Soudan, et même la "confiance" d'organisations palestiniennes telles que l'OLP. Sous influence russe au Moyen-Orient ne restent guère que la Libye, l'Irak, relativement excentrés par rapport au centre du conflit. Alors, pour conserver au moins la possibilité d'intervenir au niveau diplomatique, l'URSS n'avait d'autre "issue" que de participer à la Conférence et de faciliter la pression des USA sur Israël par la signature avec eux d'un document insistant sur "les droits légitimes des Palestiniens".

Le recul de l'influence russe a, bien sûr, été accompagné d'une avance du bloc directement antagonique : les USA. Ceci parce que les USA n'avaient pas qu'une carte militaire, mais aussi une carte économique, et qu'ils n'ont pas manqué de la jouer au Moyen-Orient.

La carte militaire des USA par rapport à l'URSS, c'est d'abord et avant tout, son implantation en Israël et la situation stratégique d'Israël en Méditerranée. Mais la condition primordiale de cette position stratégique, c'est la soumission des intérêts locaux d'Israël aux intérêts du bloc. Ainsi, la bourgeoisie israélienne s'est trouvée placée devant une double nécessité : accepter la présence de Palestiniens à Genève pour satisfaire les USA et continuer à bénéficier de leur soutien, et, d'autre part, calmer les résistances nationalistes qu'elle avait elle-même encouragées, mais qui vont désormais à l'encontre des intérêts du bloc de tutelle et, par là-même, à l'encontre des intérêts nationaux d'Israël. Cette deuxième obligation était d'autant plus difficile à faire accepter qu'il y avait, sur le refus de dialoguer avec l'OLP et d'évacuer les territoires occupés pendant la guerre des six jours, la quasi-unanimité des partis de droite et de gauche. La mise au pas d'Israël par les USA a donc dû être brutale : après les pressions les plus diverses -document américano-russe, accord Dayan-Carter, etc.- la bourgeoisie locale a été mise devant le fait accompli : le principe d'un compromis territorial en Cisjordanie semble pour le moins acquis. Les pressions des USA ont donc rendu les résistances locales anti-palesti-

niennes caduques, leur rappelant ainsi que l'intérêt national d'un pays ne peut actuellement que dépendre de l'intérêt du bloc auquel il se rattache.

La carte économique des USA par rapport à l'URSS, c'est celle de la "paix" avec les pays Arabes, et c'est à cette "paix" que le nationalisme israélien a été sacrifié. En effet, pour parachever le renforcement du bloc américain au Moyen-Orient, il ne restait plus aux USA qu'à contrôler les pays Arabes et à prendre en main l'organisation palestinienne qui leur semblait la plus apte à maintenir ce contrôle : l'OLP.

En tant que petits pays dont le rattachement à un bloc ou à un autre a été suffisamment instable pour qu'il y ait, au moment où la crise les frappe le plus, un revirement dans le camp du plus offrant, les pays Arabes n'ont pas tardé à voir dans les USA un protecteur plus satisfaisant que l'URSS.

Quant à l'OLP, en tant que candidate au gouvernement d'un Etat potentiel en Palestine, elle se déclare d'ores et déjà soumise aux ordres des USA, après avoir donné des gages de "bonne volonté" par son rôle de médiateur dans le conflit Egypte-Libye en août 77, rôle qu'elle a rempli à la satisfaction des deux parties, et des Etats-Unis.

Ainsi, les pays Arabes et les "Palestiniens" seront eux aussi à Genève...

Res-e le résultat possible de cette conférence de Genève : la création, d'une manière ou d'une autre, d'un Etat palestinien...

000

Avec la création d'un nouvel Etat au Moyen-Orient se repose le problème qui a été à l'origine même des conflits qui se sont fixés dans cette zone depuis la fin de la 2ème guerre mondiale : c'est avec la création d'un Etat d'Israël comme "terre d'asile" des réfugiés juifs que les Etats impérialistes se sont donnés un terrain d'affrontement permanent en Méditerranée.

Il est significatif qu'il est question de la création d'un nouvel Etat dans la même région au moment même où la bourgeoisie se prépare à un 3ème conflit mondial. Et que la création d'un Etat Palestinien sera un facteur d'instabilité autrement plus important que celle d'Israël, ne serait-ce que par l'aggravation générale de la crise mondiale du capitalisme et de l'exacerbation de la concurrence.

Ainsi, une fois de plus, voulant soigner une plaie, la bourgeoisie n'a fait qu'en ouvrir une autre. En stabilisant son influence au Moyen-Orient par la reprise en main d'Israël, les USA installent en Palestine une instabilité encore plus grande. De la même manière que toute la bourgeoisie ne fait qu'aggraver sa situation de crise en prétendant en soigner les effets immédiats. Ainsi, elle ne fait qu'aggraver la violence du choc qui en surgira en retournant toujours ses "solutions" contre elle-même : prise dans ses propres contradictions, elle ne peut aller que d'un aspect de sa crise à un autre encore plus grave, que d'une instabilité à une autre, et ne peut, d'elle-même, dépasser ce cercle vicieux.

Seule une classe sans autres intérêts que ceux de l'humanité toute entière peut briser ce cercle. Et c'est cet avenir que Rosa Luxembourg envisageait déjà en avril 17, dans "Spartacusbriefe" (n°4) - "Les Etats capitalistes n'ont plus les moyens de mettre de leur propre volonté un terme au sabbat impérialiste déchaîné. L'impérialisme qui ravage l'humanité ne peut, par une logique implacable, que produire à chaque jour de la guerre des contradictions plus exacerbées et des combats plus indécis. La bourgeoisie ne peut enfanter que la bestialité, la ruine et l'anarchie toujours plus sauvages.

Une seule puissance serait en mesure de freiner le glissement de la société vers l'abîme de l'anarchie et de la sauvagerie, et elle y est appelée par l'histoire : le prolétariat socialiste international".

JAPON

## la mise au pas

"Concurrence déloyale", "dumping", "atteinte aux lois naturelles de la libre concurrence", les représentants du capitalisme européen et nord-américain n'ont pas de mot assez fort pour caractériser leur concurrent japonais, qui, depuis près d'une décennie, a eu l'effronterie et la "déloyauté" d'élargir son champ d'expansion jusques et y compris dans la chasse gardée de leur sacro-saint marché national.

Voilà en quels termes le "Financial Times" du 26 juillet 1977 décrit la situation : "En 1976, le Japon a exporté 498 000 voitures vers l'Europe, mais en revanche, n'a importé que 25 000 voitures européennes. Cette même année, pour les achats d'acier, la balance indiquait 1,7 million de tonnes d'un côté et pratiquement zéro de l'autre. Dans le domaine de la construction navale, en 1976 toujours, le Japon a assuré plus de 50 % des exportations mondiales, alors que la part revenant collectivement aux pays membres de l'Association des constructeurs navals d'Europe Occidentale s'élevait à 18 %".

Mais, là où le comble est atteint, c'est quand : "en pourcentage, du total des importations japonaises, la part des exportations européennes a diminué, au point que la CEE est à présent pour le marché japonais un fournisseur moins important que l'Arabie Séoudite".

Telle est la raison de la vertueuse indignation des économistes et capitalistes d'occident : le Japon est devenu un concurrent trop redoutable qui, non seulement exporte trop sur le marché mondial, mais n'a même pas le "fair play" d'offrir des compensations sur son propre sol ; que l'Europe -comme concurrent- soit rabaisée au rang de l'Arabie Séoudite, voilà qui dépasse les bornes.

Le secret de la force du capitalisme japonais ne réside ni dans "l'ascétisme oriental", ni dans le machiavélisme de ses hommes d'affaires, mais a une base solidement matérielle. La défaite de la deuxième guerre mondiale s'est traduite par l'impossibilité qui lui fut faite de réarmer et de disposer d'une armée propre ; laquelle se trouve directement inscrite dans sa constitution. Le Japon n'a donc pas eu jusqu'à maintenant à subir sur son propre territoire le poids de l'économie de guerre. Cela lui a permis de développer une économie plus rentable, car non grevée par le poids du secteur d'armements.

En deuxième lieu, en exploitant les prolétaires de façon féroce par une politique "productiviste" et en investissant plus que ses concurrents dans l'industrie de pointe, le capital japonais a réussi peu à peu à rendre ses produits des plus compétitifs sur le marché mondial, et à transgresser par leurs prix moindres les mesures protectionnistes mises en place par chaque capital national. C'est cette religion de la compétitivité, caractéristique d'un capitalisme en crise, au sein duquel il y a trop de capitaux nationaux pour un marché mondial trop restreint, qui fait qu'aujourd'hui le capital japonais est devenu plus concurrentiel que ses rivaux américain et européen. Ainsi, la productivité japonaise dans la sidérurgie est le triple de celle de la Grande-Bretagne. Pour l'automobile, le contraste est encore plus frappant : "en 1975, il fallait neuf jours à un ouvrier japonais pour obtenir une quantité produite valant environ 1 000 f, alors qu'il fallait près de 47 jours à un ouvrier de la British Leyland pour parvenir au même résultat" ("Financial Times").

Dans le monde capitaliste, il n'y a pas plus de concurrence "loyale" que d'échange "libre". Les lois implacables du capitalisme qui poussent les capitaux les plus développés à absorber ou détruire les plus faibles sont la manifestation de la forme nationale prise par le système capitaliste.

Là où il y a concurrence entre différents capitaux nationaux luttant pour leur survie sur le marché mondial, il n'y a point de "code d'honneur" ou de "loyauté", il y a guerre commerciale permanente, débouchant nécessairement sur des affrontements militaires. Là où il y a des rapports de production devenus caducs pour contenir les forces productives-existantes, il n'y a plus "libre concurrence", mais "liberté" pour

chaque capital de défendre par la force et non plus par le "libre jeu de la concurrence", ces prisons que constituent tous les Etats nationaux. Dans le capitalisme décadent, où le surgissement de la crise ouverte découle de la saturation du marché mondial, il n'y a plus de place pour un développement organique du capital où la concentration se fait par le jeu du libre-échange. L'hypocrite règle chère aux capitalistes du 19ème siècle : "que le meilleur gagne", est remplacée par "la force est toujours la meilleure". Tel est le sens des mesures protectionnistes de plus en plus généralisées prises par chaque capital national, étant entendu que pour chacun l'objectif est d'appliquer le "libre-échange" chez le concurrent en brisant ses barrières douanières de gré ou de force.

Le Japon vient d'en faire l'amère expérience avec l'offensive menée par la CEE et les USA pour freiner l'entrée de ses produits sur leurs propres marchés. Simultanément, les USA et la Grande-Bretagne ont décidé de taxer lourdement les importations de téléviseurs couleur et d'aciers spéciaux produits par les puissants "Zaibatsu". Le Japon a dû d'autre part, sous la pression de la CEE et des USA, abaisser ses barrières douanières peu à peu, au point qu'elles sont même maintenant en dessous de la moyenne des pays industrialisés. Il a dû surtout libéraliser sa panoplie de contrôles, dont les normes différaient jusqu'à présent de ses concurrents et qui lui permettaient indirectement de conserver des positions inexpugnables. Venant sanctionner cette dégradation de la puissance économique japonaise, les USA ont imposé une réévaluation du yen de près de 15 % depuis le début 77, rendant plus difficile l'écoulement des marchandises "made in Japan" sur le marché mondial.

Comment expliquer, alors, les mesures de "relance de la consommation" préconisées pour le Japon et la RFA par l'OCDE et la Banque Mondiale, instruments de la politique américaine à l'échelle du bloc ? Cela signifie non pas que le Japon devra produire plus -et, donc, exporter plus-, encore moins que le miracle de la relance de la production va se faire dans le bloc américain, mais tout simplement qu'il devra importer plus de marchandises américaines.

Aujourd'hui, à l'époque de la crise mortelle du capitalisme, il n'y a plus de possibilité d'entente pacifique ou de compromis "à l'amiable" entre les différents capitaux nationaux. Il n'y a plus de possibilité de cartellisation du commerce international, comme ce fut le cas au 19ème siècle. Les plus faibles doivent se soumettre à la loi du plus fort. La condamnation du protectionnisme par des organismes internationaux comme le GATT ou l'OCDE apparaît comme un jeu hypocrite d'autant plus hypocrite qu'il est chaque fois accompagné de restrictions. L'heure n'est plus aux ententes entre trusts, ni même entre Etats, à l'époque du capitalisme d'Etat, mais à leur dislocation ; comme vient de le rappeler dernièrement encore l'effondrement de "l'accord multifibre" tendant à répartir proportionnellement le marché international du textile. Toutes les ententes mises en place pendant la période de reconstruction par différents Etats, telles la CEE ou l'OPEP, s'effondrent chaque jour plus devant la montée du protectionnisme, seule "réponse" que peut trouver un système dont la validité historique fut d'avoir au 19ème siècle créé et développé réellement le marché mondial. La seule "entente" possible dans le monde impérialiste divisé en deux blocs antagonistes, c'est la soumission de chacun à l'impérialisme qui le domine économiquement et militairement.

La soumission du capital japonais aux intérêts du capital américain ne signifie pas une stabilisation du bloc américain ; les contradictions propres au bloc ne sont pas atténuées, mais portées à un degré supérieur, avec la montée du protectionnisme, et la contraction des marchés toujours plus grande qui s'ensuit. La crise du système n'est pas freinée, mais va toujours plus s'accroissant.

## LA NOUVELLE CONSTITUTION EN URSS: UNE ACCELERATION DE LA TENDANCE AU CAPITALISME D'ETAT

\* Il y a soixante ans, la formidable explosion prolétarienne en Russie ébranlait le monde (lire l'article sur "Octobre 17" dans ce numéro). L'écrasement de la révolution au niveau mondial devait ouvrir la voie à la contre-révolution. Le capitalisme d'Etat, prenant d'abord corps sous le masque aberrant du "socialisme en un seul pays", s'imposait alors comme forme universelle de domination d'un capitalisme pourrissant.

Aujourd'hui, la bourgeoisie en URSS se prépare à de sinistres comédies commémoratives à l'heure où elle adopte une nouvelle codification de l'exploitation : plus que jamais, elle a besoin de se prévaloir de ces "fantômes du passé" qui la hantent pour, comme ailleurs, faire avaler le replâtrage de son édifice délabré.

Cette constitution de 1977, qu'il aura fallu plus de 15 ans pour élaborer, ne diffère, à la lettre, pas beaucoup de la précédente, rédigée il y a 41 ans par Boukharine, à l'apogée de la contre-révolution stalinienne. Mais les diverses modifications -ajouts ou retraites- qu'elle apporte, la série d'amendements sélectionnés peaufinant le projet présenté en juin dernier, sont toutes le reflet des tentatives actuelles mises en oeuvre par l'appareil d'Etat pour renforcer son emprise.

Mil s'agit pour cet appareil de resserrer l'efficacité de son contrôle et d'assurer une remise en ordre dans tous les secteurs de la production, profondément désorganisés par les effets de la crise mondiale qu'accroissent encore la gabegie et les lourdeurs de la machine étatique d'une part, l'archaïsme de certains secteurs et la faible compétitivité de l'économie russe d'autre part. La Constitution nouvelle, expression juridique du renforcement des mesures capitalistes d'Etat en URSS, n'est qu'une péripétie particulière dans la mise en place de ces mesures.

Ces efforts, loin d'exprimer des contradictions spécifiques à l'économie soviétique, sont identiques, quelles que soient les formes dans lesquelles ils se traduisent (plans d'austérité, politiques "énergétiques", plans militaires, plans "de relance", ...) à ceux que déploie aujourd'hui simultanément chaque Etat, quelle que soit sa couverture idéologique, pour aménager la crise.

Les rapports économiques ne sont pas réglés par des concepts juridiques mais ce sont les rapports économiques qui déterminent les rapports juridiques et les formes de l'Etat : ce principe, affirmé dans chaque page chez Marx, de "l'Introduction à la critique de l'économie politique" à la "Critique du programme de Gotha" en passant par "Le capital", n'a jamais cessé d'être une des bases fondamentales de l'analyse des révolutionnaires.

Ainsi, la trame de la nouvelle constitution, tissée autour de la mystique incantatoire qui présente l'URSS capitaliste comme "Etat du peuple tout entier" ne dévoile-t-elle son sens qu'en fonction des difficultés actuelles que rencontre le capital soviétique.

Le fonctionnement interne d'une économie nationale est lui-même réglé par les relations existantes sur le marché mondial. C'est au prix d'une dette farouche (la dette des pays de l'Est

envers les pays occidentaux avoisine 50 milliards de dollars) que l'URSS a pu, sous le nom de "politique de détente", développer ses échanges avec le bloc américain, et notamment tenter d'acquiescer une technologie de pointe pour compenser son retard économique.

Cette dette, assortie du déficit chronique de sa balance commerciale ne peut que susciter la méfiance d'éventuels "partenaires" commerciaux qui éprouvent eux-même d'énormes difficultés pour rentabiliser leur production et exigent des garanties de plus en plus élevées pour se porter acheteurs, créanciers ou investisseurs. De toutes parts, le rétrécissement des marchés solvables provoque un durcissement de la guerre commerciale. Il se traduit par la nécessité d'un relatif repli économique, aussi bien dans le cadre des blocs impérialistes de tutelle qui renforcent leur emprise, que dans le cadre national où chaque Etat se trouve contraint, à travers le contrôle accru, d'assainir son économie pour la rendre plus compétitive sur le marché mondial. Mais la guerre commerciale trouve son prolongement naturel dans les préparatifs d'un affrontement militaire.

Le développement de l'industrie de guerre, subordonnant à ses fins une part de plus en plus grande de la production, intervient comme facteur de plus en plus déterminant dans la nécessité de mise en place d'un contrôle et d'une centralisation accrue de l'économie nationale.

Malgré le recours à des formes extrêmes de militarisation du travail et à l'extension de l'appareil répressif, le contrôle direct et la nationalisation de secteurs plus ou moins importants de l'économie n'a pas permis aux Etats qui adoptaient ces mesures d'éliminer leurs faiblesses.

Ces faiblesses constituent une entrave au contrôle effectif de l'Etat. Mais ce contrôle s'avère d'autant plus nécessaire qu'il se révèle moins efficace. C'est à ces contradictions que

l'URSS se trouve aujourd'hui confrontée. L'appareil d'Etat, incapable de résorber l'archaïsme de son appareil productif, l'éparpillement et le manque de coordination de son industrie, l'anarchie qui règne dans les circuits de distribution, la saturation des stocks, la pénurie de biens de consommation... reporte au niveau juridique ses tâches de réorganisation: "l'Etat réglemente les activités productives individuelles en assurant leur utilisation dans l'intérêt de la société." (article 17 de la nouvelle constitution). Alors que 507. des revenus des kolkhozes (eux-mêmes 80, de la production agricole) proviennent des parcelles individuelles -de même que sous un autre régime "étatisé", en Pologne, 80, des produits de l'important secteur agricole sont fournis par des petites fermes "privées"- l'Etat ne peut qu'être réduit à "réglementer" des structures archaïques.

Dans l'industrie, la gabegie, la mauvaise qualité des produits, le recours à des formes primitives d'émulation, les divers "seandales" et "abus" pour prévarication (Géorgie, Caucase) qui n'ont rien à envier aux "pots de vin" de la Lockheed : détournement d'une partie de la production vers le marché noir, usines "clandestines"... ne font qu'indiquer la mesure de la désorganisation régnante et la nécessaire "mise au pas" des "managers" de l'économie : "Nul n'a le droit d'utiliser la propriété socialiste à des fins de profit personnel ou à des fins intéressées" (article 10). Mais l'élimination d'un envahissant marché noir échappant aux rôles de l'Etat, soupape de l'inflation et de la récession, est une tâche tout aussi irréalisable.

Ces tentatives sont identiques aux mesures d'austérité que les gouvernements mettent aujourd'hui en place un peu partout en Europe et dans le monde. Car ce sont les mêmes difficultés et les mêmes besoins qui se manifestent, à des degrés différents, pour tous les Etats. Ce n'est plus la "nouvelle constitution" mais Carter qui signifiait récemment aux compagnies pétrolières que les intérêts de l'Etat doivent prendre le pas sur les intérêts privés.

Cette nécessité de contrôle de la machine économique passe par un contrôle accru sur l'appareil d'Etat lui-même, chargé de l'appliquer. L'éviction brutale de N.Podgorny de la présidence du soviet suprême et du bureau politique, la promotion de Brejnev, cumulant les plus hautes fonctions du Parti et de l'Etat, la formalisation d'une subordination plus grande de l'Etat au Parti sont autant de faits qui confirment la domination actuelle de l'équipe

la plus résolue pour imposer ces mesures. Mais aussi ces bouleversements, ainsi que la nomination de Koutznetzov (76 ans) au poste de numéro 2 de l'Etat pour barrer la route aux luttes de succession pour le pouvoir, laissent présumer des conflits internes et présagent d'une instabilité croissante qui, comme en Chine, ne sont que le reflet de l'instabilité économique manifeste.

Devant la tendance à la paralysie progressive du marché mondial, sous ses différents aspects, ces mesures renforçant le capitalisme d'Etat ne constituent qu'un palliatif. Prétendant d'un côté à la régulation et à l'assainissement de l'appareil productif, elles se traduisent d'un autre côté par une multiplication des dépenses improductives dues à une fuite en avant dans l'économie de guerre et à l'entretien d'un appareil bureaucratique et policier de plus en plus important. Ceci démontre que, se heurtant sans cesse à ses limites et à ses propres contradictions, le capitalisme ne peut, dans chaque nation, avancer... que dans la crise. Mais, au fur et à mesure que se révélera l'inefficacité de ces mesures, leur poids se portera inévitablement de plus en plus directement sur les épaules de la classe ouvrière. Aujourd'hui, la bourgeoisie garde encore quelque espoir de "sortir" de sa crise et elle hésite encore à attaquer de front le prolétariat. Mais demain elle n'aura pas d'autre choix que de pousser à bout l'exploitation des "producteurs de la richesse sociale".

Certains, comme feu "Socialisme ou Barbarie", voyaient dans le capitalisme d'Etat un "nouveau mode de production" dont la Russie stalinienne aurait été le flambeau et le porteur. D'autres, d'une espèce beaucoup plus répandue, se "contentent" de soutenir le caractère "progressiste" de ce capitalisme d'Etat, rejoignant la fraction la plus éclairée des idéologues de la bourgeoisie. La réalité seule montre :

-que cette forme n'est pas spécifiée à l'URSS ni aux pays prétendus "socialistes" par certains, mais une tendance générale développée par le capitalisme en crise.

-que le "progrès" ne peut être autre chose que l'avancée dans la crise.

-que la classe ouvrière ne peut rien en attendre, sinon davantage de misère et d'exploitation.

Il en résulte qu'une des tâches essentielles des révolutionnaires est de dénoncer impitoyablement tous ceux -en premier lieu gauche et gauchistes- qui se proclament "au nom de la classe ouvrière" porteurs de "solutions" capitalistes d'Etat, "solutions" qui ne sont à l'instar des mesures prises en URSS que des tentatives - en fin de compte infructueuses- de renflouer le capitalisme. y D

### ROUMANIE

## LES OUVRIERS ENTRE LA REPRESSION POLICIERE ET LA MYSTIFICATION DEMOCRATIQUE

• Dans son numéro du 12 octobre, le quotidien "Libération" publie une lettre qu'un collectif de 800 mineurs roumains a envoyée à Radio Free Europe (station américaine émettant pour l'Europe de l'Est) racontant, dans ses grandes lignes, le déroulement d'une grève de 35 000 mineurs, qui a paralysé pendant trois jours (1, 2, 3 août) toute la vallée du Jiu. La lettre demande instamment à cette station de diffuser la nouvelle de l'existence de cette grève et, surtout, de la répression qui s'est abattue depuis sur les mineurs.

Témoignage précieux de ce qu'est réellement la condition ouvrière dans les pays de l'Est et surtout de ce que peut être la combativité des ouvriers en lutte ; nous ne pouvons que saluer la publication de cette lettre et en recommander la lecture.

Mais le contenu que nous voyons dans cette lettre est loin d'être le même que celui qu'y voit Libération, Rouge ou toute fraction de la bourgeoisie libérale, pour qui l'existence de grèves dans les pays de l'Est serait due à un excès d'autoritarisme de la part des partis au pouvoir. Pour Libération, cette lettre est "un appel angoissé à l'Occident" et cette grève "n'est pas sans rapport avec les pétitions pour le respect des droits de l'homme qui circulèrent le printemps dernier à l'initiative de Paul Goma".

Il ne faut pas mélanger les serviettes et les torchons. Il suffit de lire

la brève narration que fait la lettre sur la grève qui a été menée, pour s'apercevoir tout de suite que cette lutte n'est pas de la filière des Dubreck mais de celle des luttes des ouvriers polonais de Gdansk en 70, de Radom et Ursus en 1976.

Démarrée dans la mine de Lupeni pour une revendication économique (pour l'abolition d'une nouvelle loi qui va obliger les mineurs à quitter la mine au bout de 20 à 25 ans de travail, et ne toucher plus que 70 % de leur ancien salaire) cette grève provoque immédiatement la solidarité de tous les mineurs de la vallée du Jiu. Bientôt 35 000, ils s'affrontent à la Sécurité, la police et les fonctionnaires du parti". Ils tiennent le coup pendant trois jours malgré les renforts de sécurité et de fonctionnaires du parti envoyés d'autres villes pour les disperser. Le comité central leur envoie deux délégués "pour expliquer les lois édictées avant le 1er août". Les mineurs les séquestrent et refusent de les relâcher jusqu'à la venue de Ceausescu.

"Ils ne sont arrivés à rien contre les mineurs en vêtements de travail portant la lampe, le casque et le pic". Ceausescu arrive finalement ("hué, sifflé, traité de tous les noms"). Il promet d'arranger la situation, leur dit : "Tenez-vous tranquilles et reprenez le travail". Une fois le travail repris, les ouvriers à nouveau atomisés, c'est la répression féroce qui s'abat, de ces répressions dont les pays dits socialistes sont les plus grands spécialistes : unités mili-

taires posées autour des mines, licenciements, agents de sécurité envoyés au fond même des mines, passages à tabac des mineurs...

Non, que l'on ne nous dise pas que cette grève fait partie du mouvement "pour les droits de l'homme", du mouvement de l'intelligentsia qui rêve d'une gestion du capitalisme, d'une exploitation de la classe ouvrière plus "humaine", plus "décente" -parce que plus productive du point de vue capitaliste. Cette grève est bel et bien un produit pur de la classe, un témoignage vivant du fait que la classe, à l'Est comme à l'Ouest, n'est pas "écrasée", n'est pas "intégrée", comme on voudrait bien le faire croire. "N'ayez pas peur qu'on apprenne qu'il y a eu grève dans un Etat socialiste ! Il y en aura d'autres, et nous n'aurons peut-être pas d'autre choix que d'aller nous faire justice nous-mêmes, avec nos pioches, nos pics et le reste".

Mais, si ce témoignage est un échantillon de ce que peut être la force de la classe ouvrière en lutte, il l'est aussi de sa faiblesse actuelle.

Si l'on ne peut pas affirmer que le fait que les ouvriers se soient adressés à Radio Free Europe implique obligatoirement qu'ils aient des illusions sur la "liberté occidentale" (ceci peut s'expliquer par le simple fait que c'est certainement une des seules sources d'information qui n'appartienne pas à l'Etat et que la première nécessité de

toute lutte est évidemment de se faire connaître pour faire appel à la solidarité d'autres ouvriers), il n'en demeure pas moins que la référence faite dans la lettre au "ralliement à Paul Goma... pour les droits de l'homme" révèle le poids qui subsiste encore de cette mystification démocratique sur les ouvriers. La dure réalité se chargera de les dé tromper sur le sort que la bourgeoisie -qu'elle se proclame pour la défense des "droits de l'homme" ou pas- réserve aux ouvriers (cf. la grève de Harlan County qui a duré 13 mois, dans le pays "le plus démocratique du monde").

Que l'exploitation soit exercée avec "des gants de velours" ou avec une main de fer, sa nature est toujours la même: non pas la défense de l'homme mais celle du capital. Et, face au capital et aux exécutants de ses impératifs, la classe ouvrière est seule. Tous ceux qui voudraient la bercer d'illusions sur de soi-disant "défenseurs de sa condition" au sein du capitalisme, ne font que l'affaiblir, la désunir, la préparer à la défaite.

Ce sont ces mêmes impératifs du capital -durcissement de l'exploitation, demande de sacrifices, austérité- qui unifieront (bien involontairement) peu à peu la classe ouvrière du monde ; quand, à travers ses luttes, dans tous les pays, la classe prendra conscience enfin que les ouvriers n'ont pas de patrie et n'ont à perdre que leurs chaînes.

Taly

# « TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS »

Soixante ans après l'insurrection prolétarienne en Russie, toutes les fractions de la bourgeoisie tirent leurs leçons de la Révolution Russe, de leur point de vue bourgeois, les uns pour mettre en avant leur défense de la démocratie contre le totalitarisme, d'autres pour dénoncer les "méchants bolcheviks", d'autres encore pour réaffirmer leur soutien à l'URSS stalinienne en perpétuant le mythe du "socialisme dans un seul pays" ou de "l'Etat ouvrier dégénéré".

Pour les révolutionnaires, ce qu'il s'agit de mettre en avant, c'est la nature révolutionnaire de la classe ouvrière et d'elle seule, montrer comment le prolétariat se dote des formes historiques nécessaires à sa prise de pouvoir: les Conseils Ouvriers et son parti de classe, et leur rôle dans la révolution prolétarienne.

Cet article n'a pas pour but de tirer les leçons fondamentales de la Révolution Russe (1), mais de mettre l'accent sur la "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat", et de combattre les confusions qui existent encore, au sein du camp prolétarien sur le rôle des Conseils Ouvriers et leur rapport au Parti.

• La Première Guerre Mondiale avait signifié l'entrée dans sa période de décadence d'un système devenu incapable, pris au piège de ses propres contradictions, de développer les forces productives; un système qui entraînait l'humanité dans les massacres et la misère croissante, qui la précipitait dans la barbarie généralisée. Dans ce contexte, le socialisme devenait la seule issue possible, l'heure avait enfin sonné de la Révolution Prolétarienne. Les prolétaires du monde entier désormais n'allaient plus se lancer "à l'assaut du ciel", comme lors de la Commune de Paris, mais à l'assaut de l'Etat bourgeois, pour le détruire et instaurer à sa place la dictature de la classe ouvrière sur l'ensemble de la société.

Octobre 17. Huit mois à peine se sont écoulés depuis que la classe ouvrière en Russie a renversé le tsarisme, et déjà se trouve-t-elle dans l'obligation de détruire ce gouvernement qui s'est appuyé sur elle pour s'installer au pouvoir. Son organisation unitaire, les soviets, sont dans une perpétuelle dualité de pouvoir avec le gouvernement officiel présidé par le socialiste Kérenski. La presse gouvernementale se livre à des attaques en règle contre eux, déclarant par exemple que "les soviets (ne sont) que des baraquements provisoires qui doivent être démolis dès que l'assemblée constituante aura couronné l'édifice du nouveau régime". Mais les bulldozers démocratiques allaient se fracasser contre ces baraquements.

Avec armes et bagages, la Ilème Internationale était passée dans le camp de la bourgeoisie quand avait éclaté la guerre mondiale: partis, syndicats, toutes ces organisations que le prolétariat avait créé au cours d'années de lutte, appelaient maintenant à la participation à la guerre impérialiste. Le prolétariat voulait la paix. Le Gouvernement Provisoire faisait la guerre. Reléguant définitivement dans les poubelles de l'histoire les organisations réformistes, celles-ci étant partie prenante de la guerre impérialiste, le prolétariat impose la paix en Russie à sa manière, en chassant les partis bourgeois à coups de crosse.

Car ces fameux soviets dont on vendait la peau, qu'il fallait "remplacer par les organes de la Démocratie", n'ont jamais été aussi vivants qu'en ce moment même où il est question de les enterrer. Le 31 août, à Pétrograd, et le 6 septembre à Moscou, les motions bolchévistes présentées aux soviets obtiennent pour la première fois des majorités... Le 20 septembre, le Soviet de Tachkent prend officiellement le pouvoir. Le 27 septembre, le Soviet de Révai décide en principe la transmission de tous les pouvoirs aux soviets. Peu de jours avant la Révolution d'Octobre, l'artillerie démocratique de Kérensky tire sur le Soviet insurgé de Kalouga... A Kazan, l'insurrection d'Octobre triomphe avant même d'avoir été déclenchée à Pétrograd (Serge, "l'An I de la Révolution Russe").

"Il faut seulement trouver la forme pratique qui permette au prolétariat de réaliser cette domination. La "dictature du prolétariat": c'était jusqu'à présent du latin pour les masses. Maintenant, grâce au rayonnement du système des soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes: les masses ouvrières ont trouvé la forme pratique de la dictature... Tout cela montre que la forme révolutionnaire de la dictature du prolétariat est trouvée..." (Lénine, "Discours d'ouverture du 1er Congrès de l'I.C.).

A partir de là se dégage une des leçons fondamentales de la révolution

d'Octobre: c'est le prolétariat, dans son ensemble, qui exerce sa dictature par son organisation autonome en conseils ouvriers. Les soviets sont le sujet, le seul sujet, de la révolution socialiste. "L'émancipation des travailleurs, oeuvre des travailleurs eux-mêmes" n'est pas un mot d'ordre creux, ou démagogique, pas plus que "tout le pouvoir aux soviets". Le second est la vérification dans la pratique du premier, le programme réel de la révolution.

Ce latin traduit dans toutes les langues modernes, qui était si clair pour les prolétaires du monde entier pendant la poussée révolutionnaire des années 1917-20, allait devenir de l'étrusque pour les bolcheviks eux-mêmes quand les forces conjuguées de la bourgeoisie l'échec du mouvement révolutionnaire mondial contraignirent l'Etat soviétique à abandonner objectivement le programme révolutionnaire et à évoluer implacablement vers le capitalisme d'Etat.

C'est seulement quand les espoirs du prolétariat russe et du parti bolchevique sont noyés dans le sang du prolétariat en Europe, qu'apparaît la théorisation de la dictature du parti ("au nom de la classe ouvrière" au Ilème Congrès de l'IC, en 1920: "...Le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par un parti politique..." (Lénine).

Le parti bolchevique, qui, jusque-là, conservait "le mérite impérissable d'avoir ouvert la voie au prolétariat international en prenant le pouvoir politique et en posant le problème pratique de la réalisation du socialisme" (Rosa Luxembourg), à son tour subissait les contre-coups de la contre-révolution. Jusque là parti le plus conséquent de la révolution mondiale, il fut le premier à rompre avec la Ilème Internationale, il fut un des plus ardents défenseurs du défaitisme révolutionnaire contre la guerre impérialiste, il dénonça sans répit le gouvernement de coalition entre février et octobre, il fut le farouche partisan de l'insurrection armée et du pouvoir des soviets. Par là, il a "acquis devant l'histoire le mérite impérissable d'avoir proclamé pour la première fois les objectifs ultimes du socialisme comme programme immédiat de politique pratique" (Rosa Luxembourg, "La révolution russe").

Dans la Russie isolée n'ayant d'espoirs que dans le succès révolutionnaire mondial, le parti bolchevique fut amené à se substituer, tout simplement, au pouvoir des Soviets. Identifié à l'Etat, il devint l'agent objectif de la contre-révolution en Russie et du capitalisme d'Etat" lorsque la contre-révolution triomphante étouffa l'Europe de son gant de fer. A partir de cette expérience, la leçon de la non-identification de l'Etat et du parti devint un signe distinctif des fractions révolutionnaires de la classe. Ce qui n'était encore qu'une erreur commune à l'ensemble du mouvement ouvrier et qui ne fut théorisée qu'avec la dégénérescence de la révolution: la "prise du pouvoir au nom de la classe par un parti", devint, par l'échec de l'expérience russe, une frontière de classe, l'histoire ayant définitivement tranché.

Les spécialistes en langues mortes, PCI par exemple, n'ont encore pas compris "ce latin traduit dans toutes les langues modernes" par la réalité du pouvoir des soviets, et, aujourd'hui encore, voilà la leçon qu'ils tirent d'Octobre 17, à la lumière de l'astre noir de la contre-révolution mondiale:

"Le PC déclenche la guerre civile, occupe les positions clés au sens militaire et social, multiplie par mille ses moyens de propagande et d'agitation en conquérant les bâtiments et édifices publics, forme sans perdre de temps les

"corps d'ouvriers armés" dont parle Lénine, la garde rouge, la police révolutionnaire. Aux assemblées des soviets, il devient majorité sur le mot d'ordre: "Tout le pouvoir aux soviets". (Les textes du PCInt.: Parti et Classe)

"Le Part' dirigera seul l'insurrection, prendra seul le pouvoir, sachant bien que l'on ne détermine pas le mouvement réel en scrutant l'âme (...) des organes de masse nés de la révolution, où les hésitations, le "suivisme" propre à la vieille société, ont tout loisir de se manifester." (Bilan d'une Révolution, n° spécial de Programme Communiste, revue théorique du PCInt.).

C'est ainsi que s'écrit l'histoire, quand le souci de justifier une "invasion" du programme l'emporte sur le souci de l'enrichir à la lumière des événements réels. Utiliser l'histoire de notre classe "pour y passer au crible la théorie", selon l'expression de Lénine dans "l'Etat et la Révolution", voilà ce qui fait du marxisme une intelligence vivante de la réalité. Ainsi Marx et Engels révisent-ils leur théorie à la lumière de la Commune de Paris. Ainsi les organisations révolutionnaires doivent-elles poursuivre cette tâche à la lumière d'Octobre sous peine d'être réduites au simple rôle d'associations de doctes savants répétant le verbe sacré, dans une langue morte prétendue éternelle.

Alors que la période révolutionnaire du début du siècle a essentiellement démontré que la classe ouvrière était capable de créer spontanément ses propres organes autonomes de pouvoir et de dictature, les conseils ouvriers; alors que toute l'expérience vivante du mouvement ouvrier contredit formellement la tactique et la stratégie du bolchevisme; alors que le parti bolchevique lui-même fut contraint d'évoluer sous la pression formidable du prolétariat russe et la perspective matérielle de la révolution internationale, en appelant au "pouvoir des soviets", en affirmant que ceux-ci sont la forme "enfin trouvée de la dictature du prolétariat", quelle est la leçon fondamentale dégagée par le PCI et sous une autre forme par les gauchistes? "Le Parti est (...) l'organe de la conquête et de l'exercice du pouvoir". En d'autres termes, le Parti est la forme enfin trouvée de la dictature. Selon que le latin soit traduit en langue moderne par la révolution, ou en étrusque par la contre-révolution, la "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" sont les soviets... ou le Parti!!!

L'expérience de la Commune de Paris fut le creuset dans lequel Marx et Engels révisèrent la position du Manifeste Communiste sur la question de l'Etat: le prolétariat devait détruire par la violence l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. La question du rôle du Parti restait en débat dans le mouvement ouvrier du début du siècle; l'expérience du parti bolchevik, qui peu à peu, se confondant à l'Etat, réduisit les soviets à de simples appendices de celui-ci, détruisant les fondements mêmes du pouvoir prolétarien réel et qui finit par théoriser cette politique lors du déclin de la vague révolutionnaire (pendant le même temps, il en venait à théoriser l'alliance avec la social-démocratie à l'échelle internationale, le parlementarisme, la tactique de front unique, le syndicalisme, jusqu'au reniement de l'internationalisme prolétarien avec la défense du "socialisme en un seul pays"), mit un point final à ce débat: désormais, de même que ceux qui théoriseront la conquête du pouvoir d'Etat par le jeu "démocratique" après que l'expérience eut tranché, ceux qui théoriseront les erreurs des bolcheviks sont sur cette question de l'autre côté des frontières de classe.

De par sa situation spécifique au sein de la société, le prolétariat ne dispose que de deux armes pour mener à bien la révolution vers le Communisme:

-Sa conscience, produit direct des leçons qu'il dégage de son expérience historique contre le capitalisme, est le facteur actif de sa lutte et de son organisation;

-Son organisation. D'une part son organisation unitaire, les Conseils Ouvriers, organes de la dictature du prolétariat, qui soit la force organisée

et armée pour mener à la victoire de la révolution dans le monde entier. D'autre part son organisation politique, le Parti, qui regroupe les éléments de la classe les plus conscients des "conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien" (Manifeste Communiste, Marx-Engels).

Contrairement à ce que prétend le PCI, ce n'est pas le Parti qui rend la classe révolutionnaire. C'est sa position spécifique au coeur du processus de production capitaliste qui fait que le prolétariat est la classe capable de résoudre historiquement les contradictions du capitalisme et d'instaurer le Communisme. En ce sens, il existe des révolutionnaires parce qu'il existe une classe au devenir révolutionnaire". (Plateforme de RI).

La leçon que tirent les révolutionnaires de la Révolution d'Octobre se situe au coeur même de celle-ci, et non dans les aléas de la défaite. Personne n'ose affirmer en Russie d'Octobre 17 que le rôle du parti est d'exercer la dictature à la place de la classe ouvrière organisée en soviets. Personne n'ose afficher un tel mépris pour la classe ouvrière en armes, que de dire de ses soviets: "les hésitations", le "suivisme", propres à la vieille société, ont tout loisir de s'y manifester" et que donc le Parti ne perdra pas de temps à "scruter leur âme". Bien au contraire, le projet de gouvernement élaboré d'ailleurs par les Bolcheviks au premier Congrès de la dictature soviétique, précisait que le "pouvoir gouvernemental était concentré entre les mains d'un collège formé par les présidents des commissions, sous le nom de "Soviet des Commissaires du Peuple". "Le contrôle sur l'activité du gouvernement appartient au Congrès des Soviets et à son Comité exécutif central" (Trotsky, histoire de la révolution russe, Octobre). Comme on le voit, il n'était pas encore question de ne pas "scruter l'âme" des soviets.

## LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE. SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT.

Le rôle du Parti n'est pas de prendre le pouvoir "à la place" de la classe et s'il le faut contre elle. Il est de contribuer en tant que facteur actif au développement et à la généralisation de la conscience de classe, au sein des soviets. C'est toute la politique des bolcheviks en 17. Jalons de la défaite, les échecs de la révolution d'Octobre et du mouvement ouvrier international ne sont des promesses de victoire que si nous en tirons les enseignements, pour ne pas en répéter les erreurs.

Quoi qu'en pense le PCI, le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" n'était pas une simple formule destinée à y conquérir la "majorité". Il fut le cri de guerre du prolétariat en Europe dans les années 20, et se répercuta jusqu'en Chine en 27. Il reste une des leçons fondamentales que tirent les révolutionnaires en analysant cette période, il sera le premier but à atteindre dans la révolution qui s'annonce, le moyen de la dictature du prolétariat sur la société et de sa victoire vers le Communisme.

Moro.

(1) Des textes sur la Révolution Russe ont été publiés par le CCI, notamment: - Bulletin d'Etude et de Discussion, n° 4, "défense du caractère prolétarien de la Révolution d'Octobre"; - Revue Internationale, n°3, n° 8 et 9, et le n° 12 à paraître.



# VIE DE L'ORGANISATION

## REUNIONS PUBLIQUES

Plusieurs réunions publiques de Révolution Internationale se sont tenues ce mois-ci sur le thème des leçons de la révolution d'Octobre 17 en Russie : Paris, Bordeaux, Dijon. Nous rapportons ici l'essentiel de celle qui s'est tenue à Paris : "50 ans après le triomphe de la contre-révolution, en Russie comme dans le reste du monde, Octobre 17 reste l'avenir de l'humanité".

L'exposé introductif a mis en avant la défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre et la nature révolutionnaire du parti Bolchevik, en résultant la prise de pouvoir du prolétariat en Russie dans son cadre mondial et historique, montrant qu'avec la révolution russe, la révolution prolétarienne devenait non seulement une nécessité, mais aussi une possibilité.

La discussion qui a suivi a porté sur les causes de la dégénérescence de la révolution russe et les leçons que les révolutionnaires en tiraient, et le rôle du parti Bolchevik, avant et pendant la révolution russe.

-Face à la vision qui tend à voir les causes de l'échec de la révolution russe dans les erreurs des Bolcheviks, il a été réaffirmé que fondamentalement l'échec de la révolution russe est le produit de l'échec de la révolution mondiale, et le frein mis à sa généralisation par les échecs du prolétariat en Allemagne notamment. La condition sine qua non de la survie de la révolution est son internationalisation, la dégénérescence de la révolution russe est fondamentalement le produit de l'isolement du bastion ouvrier.

Il faut voir les erreurs des Bolche-

viks non pas comme le produit d'un quelconque machiavélisme, mais comme la manifestation de la faiblesse de l'ensemble du mouvement ouvrier international, en ce sens les faiblesses que manifestait le parti Bolchevik ont été un facteur d'accélération de la dégénérescence, mais en aucun cas la cause.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, c'est toujours au travers de ses faiblesses que s'avance la contre-révolution; les Bolcheviks n'ont pas fait exception à la règle, l'incompréhension de l'erreur de l'identification du parti à l'Etat (erreur généralisée dans l'ensemble du mouvement ouvrier de l'époque) a été la faille par laquelle la contre-révolution, produit de l'échec de la révolution mondiale, s'est avancée en Russie, dénaturant le parti Bolchevik lui-même.

-Face aux interlocuteurs du PIC, qui minimisaient le rôle du parti Bolchevik, avant et pendant la période révolutionnaire, l'insistance a été mise sur le travail de fraction effectué au sein de la IIème Internationale dès 1903, contre sa dégénérescence, sur sa clarté au moment historique de rupture d'avec la Social-Démocratie traître, et sur sa mise en avant face à la guerre de l'internationalisme prolétarien, en appelant à "transformer la guerre impérialiste en guerre civile". Toutes ces positions préparaient directement le regroupement des révolutionnaires qui allaient culminer avec la fondation de l'Internationale Communiste.

En ce sens, comme le déclarait Rosa Luxembourg, "l'avenir appartient au Bolchevisme".

### Marseille

Réunion publique : 2 décembre, à 21 h. sur le thème : "50 ans après le triomphe de la contre-révolution, en Russie comme dans le reste du monde, octobre 17 reste l'avenir de l'humanité", salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire. Permanences : les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 21 h., même adresse.

### Nantes

Réunion publique : 12 novembre, à 17 h. 3, rue de l'Amiral Duchaffault, sur le thème : "Féminisme, écologie... les luttes parcellaires au secours de la gauche du capital". Permanences : tous les derniers samedis de chaque mois, à 14 h., même endroit.

### Mulhouse

Permanences : le 1er mercredi de chaque mois, à 17 h., "La mémoire du futur", 1 bd du Président Roosevelt.

### Paris

Réunions publiques : 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage, métro Porte de Choisy) 13ème : le 19 novembre, sur le thème : "Terrorisme ou violence de classe", le 17 décembre, sur le thème : "Ce qu'est et ce que n'est pas l'autonomie ouvrière". Permanences : tous les samedis à 16 h., même endroit.

### St. Nazaire

Réunion publique : le 3 décembre, à 17 h., au "Foyer du travailleur", sur le thème : "Défense du caractère prolétarien de la révolution d'octobre".

### Toulouse

Réunion publique : le 25 novembre, à 21 h., 48, avenue de la République, sur le thème : "Un demi-siècle de décadence". Permanences : tous les samedis, à 14 h. 30, Cafeteria de la Cité Universitaire, Arsenal.

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C.Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu  
Paris 20ème.

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du Journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :

C. Giné, CCP La Source 34 195 33

## PUBLICATIONS DU C.C.I.

### ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse de R.I.

### INTERNACIONALISMO (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de R.I.

### INTERNATIONALISM

PO Box 961  
Manhattanville Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

### INTERNATIONALISME

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :  
IKS  
Postbus 452  
Nijmegen (Pays Bas)

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)

CP 469  
80100 Napoli (Italie)

### WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit:  
BM Box 869  
London WC IV 6XX

Adresse en ALLEMAGNE :  
IKS C/o ABC Buchladen  
Gehestrasse 77  
350 KASSEL (RFA)

### REVUE INTERNATIONALE

du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :  
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale.  
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires.  
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

### Sommaire de la REVUE INTERNATIONALE n°11 :

-De la crise à l'économie de guerre  
-Les groupes politiques prolétariens  
-La période de transition  
(textes du 2ème Congrès du CCI)

-L'Etat et la dictature du prolétariat (débat)

-Sur "La Gauche Communiste en Allemagne" (1918-21) de Authier et Barrot.

## Suède

suite de la p.3

brutale chute des ouvriers au bas de ce "paradis", à coups de réductions de la consommation, de chômage déguisé en "stages de reconversion", ou directement de licenciements massifs (comme récemment aux mines de Kiruna encore) n'en constitue que mieux aujourd'hui le prolétariat de Suède et des autres pays Scandinaves en virtualité menaçante. Non seulement son niveau de vie est compromis sans retour possible, mais encore tout le développement désormais libéré de la crise en Scandinavie ne peut que lui indiquer des jours de plus en plus sombres qui ont visage pour elle de nouvelles promesses de chômage, d'exploitation renforcée, et de soupe à la grimace.

C'est cependant à cette classe attaquée en son vif, que la bourgeoisie doit coûte que coûte s'affronter parce

que les impératifs de l'exploitation imposent sans délai la réduction drastique des "coûts sociaux de production". Dans de telles conditions de précipitation, de violentes explosions sociales sont évidemment présageables en Suède et en Norvège, qui iront rejoindre les mouvements de fond secouant déjà la Finlande et le Danemark depuis ces deux dernières années.

S'il existe encore dans la bourgeoisie des oreilles sourdes au fracas des mythes qui s'écroulent, le réveil de la lutte de classe dans les pays nord-européens va, en délai utile, leur claironner bien dans le creux, d'une sonore voix prolétarienne, cette vérité fort contrariante : la légende d'une terre heureuse du capitalisme a bel et bien vécu en Scandinavie.

Mx.  
(1) Chef du gouvernement socialiste norvégien

## Dubigeon

suite de la p.2

syndicats les entraînent sur une voie qui n'est pas la leur : celle de la défense du capital national. Seule la faiblesse de la classe ouvrière peut permettre un tel dévoiement, peut l'entraîner dans des "négociations" d'espionnage.

Ainsi, les syndicats dévoilent leurs véritables buts : alimenter la concurrence entre travailleurs, étouffer et dévoyer leurs revendications. Quant aux actions qu'ils entreprennent : des assemblées générales qui ne sont rien moins que des cours magistraux, des meetings qui n'en sont pas, une infantilisation des ouvriers, bref, des manifestations de mécontentement bien limitées face à la situation actuelle.

Comme nous le disions dans notre dernier journal ("la police syndicale radicalise son langage"), la situation politique en France et la perspective de venue de la gauche au pouvoir, contraignent les syndicats à préserver leur crédibilité dans la classe ouvrière. C'est ainsi qu'à Dubigeon, après avoir fait traîner le conflit en longueur et une fois assurés que les travailleurs, isolés, se soumettraient patelants, épuisés et démoralisés, ils adhèrent à la proposition d'un médiateur entre eux et la direction pour entamer les négociations.

Le syndicat, agent de l'Etat bourgeois, passe le relais, comme il l'a fait au Parisien Libéré, au médiateur "directeur régional du travail et de la main d'oeuvre", autre arme de la panoplie bourgeoise.

Ne pouvant que constater l'échec ou la limite des négociations, les syndicats pourront ainsi se protéger derrière la responsabilité du haut fonctionnaire en question.

Tel est l'objectif : ne pas perdre

ses adhérents, ne pas perdre la "confiance des masses" afin que plus tard cet agent de l'Etat bourgeois puisse accomplir son rôle de répression des grèves.

Partout et de plus en plus, ils sont prêts à ces conditions à reconnaître leur impuissance, tout en la justifiant. Partout, ils brisent la solidarité des travailleurs : aux Ateliers-Chantiers de Bretagne, filiale d'Alstom-Atlantique, tandis que les ouvriers s'étonnaient de leur absence de solidarité, les syndicats ont attendu que le médiateur agisse pour...envoyer une délégation discuter.

Quant à la gauche, elle nous a donné, au travers de la municipalité "socialiste", un avant-goût de ce qu'elle sera demain. Sa seule intervention résume tout : dénonciation de la provocation de la direction "qui prend la responsabilité d'enclencher le processus de la violence" et "l'ouverture de négociation qui seule permettrait de garantir les intérêts des travailleurs et l'avenir de la construction navale à Nantes". La négociation à fonds perdus, parce que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'accorder quelque chose de durable, n'a jamais garanti les intérêts des travailleurs.

Depuis soixante ans, que toute lutte dans et avec les syndicats est un échec, la classe ouvrière pressent leur caractère de défenseur de l'ordre bourgeois. Mais les illusions persistent, attisées par les gauchistes, fils loyaux de l'Etat capitaliste.

Elles persisteront encore jusqu'à ce que le prolétariat, conscient qu'il est seul contre tous, que sa solution ne se situe pas dans le capitalisme mais bien au-delà, s'organise d'une manière autonome, luttant pour ses intérêts de classe.

Mo.

# L'APPORT DU P.I.C. A L'AUTONOMIE OUVRIERE: LA CONFUSION

BDans le petit monde de l'extrême-gauche "l'autonomie ouvrière" est à la mode. Contentons nous d'évoquer le bruit que fait en Italie la "Autonomia Operaia". En France, depuis 68, rares sont les groupes situés à gauche du trotskysme qui n'aient pas fait tout un battage autour de ce vocable, au point, pour certains, de s'en baptiser. Aussi n'est-il pas surprenant qu'on ait attribué à "l'autonomie ouvrière" toutes sortes de significations fantaisistes et surréalistes. Une telle somme d'âneries ne pouvait échapper au PIC qui dans "Jeune Taupé" n°17 se propose justement de faire une "mise au point sur l'autonomie ouvrière" afin d'essayer... de critiquer les sources de confusion et ceux qui les empêchent de se tarir. Louable intention et que nous saluons. Malheureusement le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. Le PIC renvoie dos à dos "l'autonomie ouvrière à la sauce : le parti c'est la classe" et "l'autonomie ouvrière à la sauce : ce monde qu'il faut quitter". Au passage il se fait plaisir en gratifiant notre courant de toutes sortes de noms d'oiseaux : "constructeurs de partis", "bordigo-léninistes", "fatalistes", "émules de Kautsky", "volontaristes organisationnels tous azimuts", "pêcheurs à la ligne forcenés", "malades de la diarrhée", "tacticiens du recrutement", "opportunistes variables", "récupérateurs", "démagogues", "apprentis bureaucrates". Excusez du peu! Puis, s'étant démarqué des deux principales hérésies qui, selon lui, dénaturent la vraie foi, l'hérésie des "cosmonautes" et celle des "identificateurs", le PIC nous révèle "la forme enfin trouvée" (comme dirait Lénine) de l'autonomie ouvrière : les groupes de travailleurs communistes. Nous allons essayer de montrer en quoi la conception du PIC se ramène finalement à la vision ouvriériste classique que, pourtant, il prétend rejeter.

## autonomie de la classe et organisations de révolutionnaires

C'est avec raison que le PIC écrit : "Historiquement, l'autonomie revendiquée par le prolétariat signifie l'expression de son indépendance politique en tant que classe révolutionnaire, indépendance qui se réalisera pleinement à travers l'établissement de sa "dictature... à travers son hégémonie politique" sur les autres classes de la société". En ce sens, l'autonomie de la classe n'a rien à voir avec la signification que lui attribuent les courants anarchistes et ouvriéristes et qui comporte :

- le rejet de la part des travailleurs des partis et organisations politiques quels qu'ils soient :

- l'autonomie de chaque fraction de la classe ouvrière (usines, régions, quartiers, nations, etc) par rapport aux autres : le fédéralisme.

Contre ces conceptions, le marxisme a toujours affirmé le caractère nécessairement unitaire, mondial et centralisé du mouvement de la classe ouvrière. De même, il a toujours insisté sur le fait que l'effort incessant de prise de conscience de la classe ouvrière secrete des organisations politiques regroupant ses éléments les plus avancés, lesquelles sont un facteur actif dans l'approfondissement, la généralisation et l'homogénéisation de la conscience au sein de la classe. En ce sens, si l'autonomie du prolétariat, c'est à dire son indépendance vis à vis des autres classes

de la société, se manifeste par son organisation propre, générale et unitaire : les conseils ouvriers, elle se manifeste également sur le plan politique et programmatique par la lutte contre les influences idéologiques des autres classes et particulièrement de la classe dominante. Lutte dans laquelle l'organisation des révolutionnaires assume une place fondamentale et irremplaçable. En d'autres termes, l'autonomie de la classe ne s'exprime pas en dehors ou contre ses fractions communistes, mais en lien étroit avec elle.

Une telle vision s'oppose aux conceptions développées dans "Que faire?" par Lénine ainsi que dans "Un pas en avant, deux pas en arrière". Pour lui, "par ses propres forces, la classe ouvrière ne peut atteindre qu'une conscience trade-unioniste" et "la conscience socialiste lui est apportée "du dehors" par le parti" qui est composé de "jacobsins liés à la classe". Dans cette vision, le parti et la classe sont deux entités indépendantes qui doivent s'unir, certes, mais extérieurement l'une à l'autre. C'est d'ailleurs la même idée qui est à la base des conceptions ouvriéristes-conseillistes, pour lesquelles toute tentative d'organisation des éléments les plus conscients, distincte de l'organisation unitaire de la classe, aboutit nécessairement à la constitution d'un organe extérieur à celle-ci et à ses intérêts. Ce qui oppose les "léninistes" aux "conseillistes".

## l'autonomie ouvrière selon le "R.I.C."

Le PIC commence par poser le problème en ces termes : "comment la classe ouvrière peut-elle s'auto-organiser s'il n'y a pas en son sein un processus de clarification et d'homogénéisation de la conscience qui est distinct de celui du parti?" (Jeune Taupé n°17). En soi la question n'est pas absurde. Effectivement, la possibilité d'une auto-organisation d'ensemble de la classe ouvrière suppose une maturation du niveau de la conscience de l'ensemble des travailleurs et non seulement de ceux regroupés dans le parti. Sinon, l'organisation générale de la classe se réduirait à celle du parti, c'est à dire à une minorité de la classe. C'est pour cela que, contrairement à ce que pense le PIC (le CCI éliminerait "tout phénomène de maturation hors des sphères du parti"), nous rejetons l'idée bordiguiste suivant laquelle le parti est la conscience de la classe ou le détenteur exclusif de celle-ci.

Le PIC poursuit son idée en se demandant : "Comment (en dehors des moments de lutte et de l'existence des organes d'ensemble de la classe qui y sont liés : assemblées générales, comités de grèves, conseils d'usine...) chemine alors la maturation? Devient-elle complètement souterraine pour mieux ressurgir lors de l'affrontement suivant? Se concentre-t-elle de façon visible uniquement dans l'organisation des révolutionnaires?" (J.T. n°17). Et à cette question, le PIC répond : "NON ! Il part du principe que les groupes de révolutionnaires ne peuvent en aucun cas, être les seules formes d'organisation participant à l'homogénéisation de la conscience de classe, et, par là même, au passage des luttes à un stade offensif" (J.T. n°12). Et, de là, il conclut à l'existence "d'un double mouvement au sein du processus révolutionnaire : vers la constitution de fractions politiques et de réseaux de groupes ou-

tes", ce n'est donc pas le point de départ de leurs analyses, mais les conclusions qu'ils en tirent. Les premiers n'ont aucune confiance dans l'autonomie de la classe parce que celle-ci est spontanément "trade-unioniste", le rôle du parti étant, en quelque sorte, de lutter contre cette autonomie. Les seconds repoussent toute action de groupes politiques parce qu'elle porterait atteinte à la pureté de l'autonomie.

Mais toutes ces préoccupations métaphysiques deviennent inutiles dès lors qu'on est en mesure de comprendre la nature du rapport existant entre la classe et son avant-garde : non pas rapport entre deux entités distinctes, mais entre le tout et une partie du tout.

En principe le PIC est d'accord avec toute cette analyse, puisqu'il écrit clairement : "En posant l'organisation des révolutionnaires comme une fraction de la classe, nous affirmons par là qu'elle procède (...) du vaste mouvement par lequel la classe ouvrière tend à s'émanciper par elle-même". (Mise au point sur l'autonomie ouvrière; "Jeune Taupé" n°6).

Malheureusement, ce que le PIC semble avoir compris, il l'oublie par ailleurs et dans toute une série de formulations on constate qu'il laisse doucement entrer par la fenêtre ce qu'il avait chassé par la porte : la séparation entre l'autonomie de la classe et l'organisation des révolutionnaires.

vriers" (J.T. n°14).

Que recouvre, pour le PIC, ce terme de "groupes ouvriers"? Entend-il par là les "cercles ouvriers de discussion" dont nous avons envisagé l'existence et examiné le caractère dans RI n°41 ("A propos des "groupes ouvriers")? Si tel était le cas, nous serions prêts à y reconnaître, avec le PIC, une expression "visible" de la maturation de la classe. Mais, loin de considérer ces organes comme une expression informelle et transitoire d'un processus de prise de conscience, le PIC en fait une structure permanente et élaborée comportant toute une série de caractéristiques précises : - "positions entièrement politiques" (plate-forme communiste...) (J.T. n°17) - disant de "leurs propres moyens d'existence, POLITIQUEMENT ET ORGANISATIONNELLEMENT": bases d'adhésion, matériel divers, publications" (J.T. n°7) - "action de clarification à tous les niveaux, autant théorique (élaboration d'une "plate-forme", discussions sur les luttes, sur l'expérience historique...) que pratique (intervention régulière sous toutes les formes possibles : tracts, etc.)"

- "ces groupes tendront à se coordonner pour déboucher sur la constitution de véritables réseaux politiques de clarification (dont) l'une des premières réalisations... pourrait être la parution régulière d'un journal ouvrier, figure de proue dans la maturation de la conscience de classe" (J.T. n° 17).

Indiscutablement, ces caractéristiques sont celles des organisations politiques et on peut se demander pourquoi il faut établir "une distinction claire" (J.T. n°14) entre elles et les "groupes ouvriers révolutionnaires" du PIC (alias "noyaux ouvriers", alias "groupes de travailleurs communistes").

En quoi ces organes sont-ils plus "ouvriers" que les "fractions politiques" (comme dit le PIC)? En quoi sont-ils

de meilleurs garants de l'autonomie ouvrière?

Est-ce parce qu'ils constituent un "réseau" et non une organisation centralisée? Depuis quand le fédéralisme serait-il plus ouvrier que le centralisme?

Est-ce parce que leur plateforme est moins élaborée que celle d'un groupe politique comme le CCI ou le PIC? Depuis quand l'imprécision et la confusion seraient-ils des garants de l'autonomie de la classe?

Est-ce parce que ces "réseaux" publieront un "journal ouvrier"? Que recouvre un tel terme? Un journal destiné aux ouvriers? Tous les journaux révolutionnaires le sont. Un journal fait par des ouvriers? En quoi serait-il plus efficace et pourrait-il constituer plus "une figure de proue dans la maturation de la conscience de classe" que si des révolutionnaires non ouvriers y participaient?

En fait le PIC nous dévoile la grande particularité des "groupes ouvriers" par rapport aux organisations politiques :

- "sociologiquement composés uniquement de salariés n'ayant pas un rôle idéologique d'encadrement et de mystification dans le fonctionnement du capitalisme." - "base de l'entreprise ou inter-entreprise" (Jeune Taupé n°17).

Et voilà ce que le PIC considère comme sa grande découverte, "l'apport essentiel du groupe durant ces derniers mois" (J.T. n°14), qui permet le dépassement de "la plupart des faiblesses de la gauche allemande" sur cette question (J.T. n°17) : la prétendue nécessité de groupes politiques "composés uniquement de salariés...". Et de tels groupes seront même les seuls à être "des produits de l'action de la classe dans son ensemble et, en tant que tels, des facteurs actifs oeuvrant pour son organisation d'ensemble" puisque c'est justement ce qui les distingue de l'organisation révolutionnaire et motive son "entière indépendance" par rapport à elle (J.T. n°17). On est loin de l'affirmation selon laquelle "l'organisation des révolutionnaires... procède du vaste mouvement par lequel la classe ouvrière tend à s'émanciper par elle-même" (J.T. n°6).

Voilà comment le PIC réussit à "tarir les sources de confusion"! Voilà ce que recouvre le grand battage du PIC sur ces fameux "noyaux ouvriers" qui constituent un des axes essentiels de sa "stratégie d'intervention" : une défense retorse, autant sur le plan théorique que pratique, de l'ouvriérisme le plus plat!

Et c'est ici effectivement que le PIC joue son rôle le plus néfaste. Nous ne nions pas l'existence de groupes politiques plus ou moins achevés, plus ou moins confus, comme expression d'un effort général de la classe vers sa prise de conscience (cf texte sur "les groupes politiques prolétariens" adopté par le second Congrès du CCI, dans la revue internationale n°11). Mais au lieu de faciliter une évolution positive de ces groupes en en critiquant les limites et les confusions ouvriéristes, le PIC les condamne à une impasse en flattant ces confusions et faiblesses et en s'en faisant le théoricien.

Voilà quelle est sa véritable "contribution" au mouvement de la classe et à son autonomie.

F.M.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disants "partis ouvriers" partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nation-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.